

ETUDE

CHANGER DE PERSPECTIVE : POUR UNE APPROCHE LOCALE DE LA DONNEE

DEBATS ET DEFIS DE LA
LOCALISATION DE L'AIDE ET DE
LA GESTION DE DONNEES

CARTONG

Créée en 2006, CartONG est une ONG française support, spécialisée en gestion de l'information qui a vocation à mettre la donnée au service des projets humanitaires, de développement et d'action sociale. Nous cherchons à améliorer la qualité et la redevabilité des activités terrain, notamment par une meilleure évaluation des besoins et un meilleur suivi/évaluation. En tant que centre de ressources et d'expertises pluridisciplinaires, nous accompagnons les stratégies et les opérations de nos partenaires. Nos équipes soutiennent également le secteur en produisant de la documentation, en renforçant les capacités et en sensibilisant aux défis techniques, stratégiques et éthiques des technologies numériques. Retrouvez CartONG sur : www.cartong.org/fr

Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet « Renforcer la gestion des données programmes des OSC francophones » porté par CartONG et cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD) sur la période 2019-2022. Pour plus de renseignement, voir l'article publié sur notre site internet : <https://cartong.org/fr/news/cartong-lance-projet-renforcement-gestion-des-donnees-OSC> ou veuillez écrire à : renforcement-osc@cartong.org.

AUTEURS

L'étude a été rédigée par l'équipe de CartONG, en particulier Martin Noblecourt et Christophe Rodier. Un remerciement tout spécial également à Maeve de France pour ses conseils avisés.

REMERCIEMENTS

CartONG remercie les 68 membres d'organisations locales et internationales qui ont répondu à l'enquête. Merci également aux organisations qui se sont entretenues individuellement avec l'équipe de CartONG afin de partager leur vision et réflexions sur le sujet.

La présente publication bénéficie du soutien de l'Agence Française de Développement (AFD). Néanmoins, les idées et les opinions présentées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD.



Cette étude est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International : <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>



Les lecteurs sont encouragés à utiliser le contenu de cette étude pour leurs propres publications, tant qu'ils font dûment référence à celle-ci lorsque que cette dernière est mentionnée (citation, extrait, nom de la publication, etc.). Pour une utilisation en ligne, nous demandons que le lien de la publication renvoyant vers le site de CartONG (<https://www.cartong.org/fr>) ou de l'IM Resource Portal (<https://www.im-portal.org/>) soit utilisé.

Cette publication a été conçue en utilisant des ressources de Flaticon.com et de The Noun Project.

TABLE DES MATIÈRES

RESUME EXECUTIF	4
RAISON D'ETRE	5
METHODOLOGIE	5
PERIMETRE DE L'ETUDE	5
SOURCES DES INFORMATIONS UTILISEES	5
LIMITES METHODOLOGIQUES.....	6
1. DEFINITIONS	7
1.1. GESTION DE L'INFORMATION, DONNEES PROGRAMMES... DE QUOI PARLE-T-ON ?.....	7
1.2. LA « LOCALISATION DE L'AIDE » : DEFINITIONS, DEBATS ET SITUATION ACTUELLE	8
1.3. LOCALISATION OU DECOLONISATION ?	9
2. LA GESTION DE DONNEES ET LA LOCALISATION DE L'AIDE : QUELS CROISEMENTS ?	10
2.1. QUELLE DEMANDE LOCALE SUR LA GESTION DE DONNEES ?.....	10
2.2. UNE REPRESENTATION BIAISEE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DES BESOINS.....	11
2.3. L'IMPORTANCE DE LA CAPACITE DES ACTEURS	12
2.4. UN LIEN AVEC L'ORGANISATION MEME DES PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE.....	14
2.5. PROBLEMATIQUE : LOCALISATION ET GESTION DE DONNEES.....	15
3. ENJEUX FUTURS ET ACTUELS	15
3.1. DES BESOINS PRIORITAIRES DE MONTEE EN COMPETENCES.....	15
3.2. ... QUI N'EXONERENT PAS D'UNE REFLEXION PLUS GLOBALE	16
3.3. PRENDRE EN COMPTE LES ECOSYSTEMES DE LA DONNEE	17
3.4. DES ASPECTS SUR LESQUELS LA REFLEXION DOIT ETRE AMORCEE	19
3.4.1. LA GESTION RESPONSABLE DES DONNEES : DES PRATIQUES INSUFFISANTES MALGRE SON IMPORTANCE	19
3.4.2. L'IMPACT DES AUTRES INEGALITES EN PARALLELE A L'ENJEU DE LOCALISATION	20
3.4.3. L'ENJEU ENVIRONNEMENTAL	21
3.4.4. SOCIETE NUMERIQUE ET ENJEU DEMOCRATIQUE	21
3.5. DES SITUATIONS CONTRASTEES.....	22
4. APPUI DISPONIBLES ET BARRIERES A L'USAGE	23
5. RECOMMANDATIONS	25
5.1. PRIORISER LE SOUTIEN AUX ACTEURS DE TERRAIN ET LES LAISSER LE DEFINIR.....	25
5.2. FAIRE EVOLUER LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DE PROJET AUTOUR DE LA DONNEE.....	28
5.3. TRAVAILLER L'EQUITE DE LA CHAINE DE LA DONNEE	30

5.4.	SOUTENIR LES ECOSYSTEMES DE LA DONNEE A TRAVERS UN LEADERSHIP DISTRIBUE	31
5.5.	INVESTIR DANS LES LEADERS ET EXPERTS HUMANITAIRES DE DEMAIN	34
ANNEXES.....		36
1.	RESULTATS DE L'ENQUETE	36
1.1.	OSC INTERNATIONALES	36
1.2.	OSC LOCALES/NATIONALES.....	38
2.	SYNTHESE DES RESULTATS DES ENTRETIENS.....	40
3.	SYNTHESE DE L'ATELIER « EXPERTS LOCAUX DE LA DONNEE »	42

RESUME EXECUTIF

Dans la continuité de l'étude de 2020 de CartONG « Les données programmes : le nouvel eldorado de la solidarité internationale », ce rapport explore la question du rôle des organisations locales dans la gestion des données du secteur de la solidarité internationale. Se basant sur une revue de **documentation secondaire**, une **enquête** et des **entretiens**, il fournit une première exploration d'un sujet relativement nouveau.

Si le concept de « **localisation de l'aide** » fait l'objet de nombreux débats depuis l'officialisation d'objectifs en 2016, ses progrès mesurés sont insuffisants. Certains acteurs appellent à aller plus loin par une « décolonisation de l'aide », mettant au centre les enjeux de changement des rapports de pouvoir plus que d'efficacité de l'aide.

La finalité même de l'usage des données, souvent au service de la redevabilité aux acteurs internationaux et bailleurs plus qu'aux acteurs locaux qui les produisent, pose question. On retrouve ce biais dans la vision du secteur, avec des acteurs locaux structurellement sous-représentés dans les données, loin de leur rôle réel. Et un sous-investissement chronique dans les capacités des acteurs locaux, en lien avec l'organisation même des projets de solidarité internationale.

Le manque d'accès des OSC en général à un support sur le numérique et les données impacte particulièrement les organisations locales, notamment pour aller plus loin dans l'analyse. Ce qui n'exonère pas d'une réflexion plus globale sur les biais de représentation et les rapports de force entre acteurs : ceux-ci sont nombreux et divers, entre les OSC elles-mêmes (internationales et locales) et leur staff expert de la donnée, acteurs support spécialisés, le secteur privé, les universités, etc., chacun avec son agenda et sa structuration qui varie selon les pays. La réflexion pourrait d'ailleurs être étendue à d'autres enjeux impactant aussi les acteurs locaux : gestion responsable des données, croisement des inégalités d'accès au numérique, société numérique et démocratie, etc.

Le rapport établit ensuite un panorama rapide des offres de support et de la documentation disponibles aux OSC locales, en pointant les barrières à l'usage qu'ils rencontrent pour accéder à des ressources rarement conçues pour eux.

Il se conclut par des recommandations notamment pour les acteurs internationaux (OSC, bailleurs et gouvernements, organisations support), autour de 5 axes :

- Prioriser le soutien aux acteurs de terrain et les laisser le définir
- Faire évoluer la gouvernance et la gestion de projet autour de la donnée
- Travailler l'équité de la chaîne de la donnée
- Soutenir les écosystèmes de la donnée à travers un leadership distribué
- Investir dans les leaders et experts humanitaires de demain

RAISON D'ETRE

Ce rapport se place dans la continuité de l'étude « Les données programmes : le nouvel eldorado de la solidarité internationale » produit par CartONG en 2020¹. S'inscrivant également dans le cadre de l'initiative CartONG de renforcement des pratiques des ONG francophones en gestion de données programmes, elle vise à poursuivre la réflexion sur un sous-sujet précis, celui de la localisation. L'objectif étant également de tenter de combler un angle mort de l'étude de 2020, à savoir la prise en compte des acteurs locaux que la méthodologie n'avait alors pas permis d'inclure de façon satisfaisante – le manque de maturité des OSC internationales sur l'enjeu des données nécessitant une première exploration généraliste.

La situation a évolué depuis 2020, avec à la fois une relance (régulière) du débat sur la localisation et sa lenteur amenant à l'exploration de nouveaux angles de celle-ci (décolonisation, souveraineté, etc.), un début de transformation des pratiques des OSC internationales et de leurs relations partenariales, et la montée en puissance d'acteurs locaux (et de leurs alliés internationaux) créant des illustrations pratiques de ce qui serait souhaitable. Nous avons donc souhaité compléter notre étude de 2020 par un focus sur cette dimension de localisation dans la gestion des données programmes.

METHODOLOGIE

PERIMETRE DE L'ETUDE

L'étude de 2020 et le périmètre du projet visaient principalement les OSC francophones de solidarité internationale. Si le présent rapport vise également à informer cette cible, le manque de maturité de l'écosystème francophone sur le sujet de la donnée, identifiée dans l'étude initiale, est encore plus marqué sur ce sous-sujet. En conséquence, la plupart des sources utilisées proviennent d'un contexte international, qui ne distingue pas spécifiquement le périmètre francophone.

Tout comme l'étude originelle, ce travail inclut dans son champ (sans distinction) à la fois l'action humanitaire et le développement international. La localisation questionnant directement le rôle des acteurs publics, à savoir à la fois les autorités nationales (gouvernements, Instituts Nationaux de Statistiques, autorités locales, agences publiques), les organisations internationales et les bailleurs de fonds, ceux-ci sont naturellement fortement évoqués. En résumé, et dans la continuité des réflexions sur le « nexus », les travaux qu'ils soient sur la localisation ou sur la gestion de données considèrent peu ces distinctions et réfléchissent souvent aux écosystèmes globaux de la donnée.

SOURCES DES INFORMATIONS UTILISEES

Ce rapport se base principalement sur une revue de documentation secondaire internationale, sur des sources postérieures à 2016 (année de formalisation du concept de localisation). S'y ajoutent différentes sources directes, à savoir :

- Une enquête ciblant des OSC francophones locales et le personnel local ou du siège d'organisations internationales du champ de la solidarité internationale ;
- Des entretiens semi-directifs avec 6 répondants de cette enquête ;

¹ « Les données programmes : le nouvel eldorado de la solidarité internationale ? », CartONG, Septembre 2020

- Un atelier avec des spécialistes du Sud des enjeux de données et notamment de l'open data (issus de l'écosystème OpenStreetMap).
- Un atelier avec la communauté de pratiques française en gestion de l'information réalisé début 2023 (« COP IM ») et un atelier lors des journées d'échange inter-ONG en gestion de données programmes fin 2022
- Un entretien avec trois spécialistes travaillant sur le sujet pour le Groupe URD

Ces sources directes visaient à compléter la revue de documentation par un focus notamment sur les acteurs francophones. Les deux apports étant complémentaires, les éléments issus des sources directes ne sont pas systématiquement sourcés dans le rapport.

LIMITES METHODOLOGIQUES

La localisation est un sujet relativement récent pour le secteur de la solidarité internationale et dont la réalisation reste limitée (cf. Définitions plus loin). Si de nombreuses études se rapportent à sa trajectoire globale, la réflexion a encore été peu déclinée sur le sujet relativement annexe de la gestion de données (qui est souvent évoquée, on le verra, comme un outil, mais jamais comme une fin en soi). Ce rapport est donc conçu comme une première exploration d'un sujet relativement émergent au niveau international et encore plus chez les acteurs francophones, et ne prétend pas couvrir l'intégralité du sujet.

La revue littéraire est issue essentiellement d'un petit nombre d'organisations s'étant intéressées au sujet. Leurs points de départ sont assez variés, certains venant du champ des statistiques, notamment officielles, d'autres d'approches plus engagées pour l'inclusivité de la donnée et/ou la participation citoyenne, d'autres enfin traitant de façon annexe de la question de la donnée dans une réflexion plus globale sur la localisation. Nous pouvons à ce titre remercier l'OSC Development Initiatives, qui – depuis un angle situé sur les enjeux statistiques – a étudié de nombreuses dimensions de l'enjeu de la localisation pour la donnée et a fortement nourri ce rapport. Il existe cependant sûrement d'autres angles qui auraient pu être explorés pour nourrir notre travail et qui devront être pris en compte à l'avenir.

L'enquête réalisée, par son échantillon de répondants relativement réduit (68 répondants) et le peu de diversité géographique des répondants (plus de 90% issus d'Afrique francophone), permet ainsi de tester les hypothèses du rapport dans la sphère francophone mais pas d'apporter de conclusions définitives. En revanche la bonne diversité des secteurs d'intervention des OSC consultées ne montre pas de forte différenciation d'appropriation du sujet selon ceux-ci. Par ailleurs, l'absence quasiment totale de littérature francophone sur le sujet n'a pas permis de la compléter.

Enfin, il va de soi que CartONG, OSC du Nord au personnel essentiellement occidental, est située dans ce débat (et ce même si CartONG a inclus fortement la prise en compte de l'enjeu de localisation dans sa stratégie 2022-2024²). Tout comme le fait qu'une bonne partie de la littérature sur le sujet a été produite par des organisations du Nord, cela génère forcément des biais pour notre étude. Nous ne pouvons donc qu'espérer que le mouvement global en faveur de la localisation permettra à des spécialistes de la gestion de données issus du Sud de s'emparer à leur tour du sujet et de l'approfondir plus fortement.

² « Accompagner les acteurs de la solidarité internationale face aux défis de la donnée d'un secteur en pleine évolution - Stratégie 2022-2024 », CartONG, Décembre 2021

1. DEFINITIONS

1.1. GESTION DE L'INFORMATION, DONNEES PROGRAMMES... DE QUOI PARLE-T-ON ?

Reprenant le cadre de l'étude CartONG de 2020, ce rapport se situe dans le secteur de la **gestion des données programmes**³, correspondant à *l'information management* en anglais. S'ouvrant davantage à des acteurs non-humanitaires, la terminologie généraliste de « gestion de données » est également employée mais doit être comprise comme un synonyme.

Les connexions avec les enjeux de systèmes d'information (SI) et de Nouvelles Technologies de l'Information et la Communication (NTIC – recouvrant aussi le champ de l'ICT4Dev plus utilisé par les acteurs du développement) sont moins marquées vu sous le prisme de la localisation, qui met en revanche beaucoup plus en avant le rôle des acteurs de la statistique.

La motivation derrière le développement de l'usage des données est généralement celle d'une efficacité accrue des projets : compréhension du contexte, des besoins, pilotage amélioré, suivi de la qualité, *reporting* et communication plus aisée. On retrouve cette approche dans les prescriptions au plus haut niveau : par exemple la Banque Mondiale pose des prescriptions qu'on peut rapprocher de la localisation, avec des finalités d'efficacité (via un accroissement de l'usage et du partage des données mais aussi un accès plus équitable)⁴.

Or, si les effets sur l'efficacité et l'efficacités des opérations semblent peu contestés, l'impact des données sur la prise de décision semble plus débattu. Dans l'enquête menée par CartONG en 2020, « la réponse la plus sélectionnée sur l'usage des données est même, à contrario, que les données sont 'majoritairement utilisées pour le *reporting* bailleur ou contractuel' »⁵ – affirmation confirmée par d'autres études notamment d'ALNAP. **La prise de décision serait davantage sociale que basée sur les données, même si les informations aidaient à justifier et solidifier les décisions prises**⁶. Ce constat semble partagé par les acteurs gouvernementaux, pour qui l'enjeu d'avoir des données servant à la prise de décision serait surtout qu'elles soient de qualité (et donc suffisamment désagrégées) plus que destinées à du *reporting*, notamment international (l'agrégation au niveau global rendant invisible les enjeux de qualité et de précision)⁷. **On le voit, la finalité même de l'usage des données pose la question du rôle des acteurs locaux.**

³ À noter que la spécificité des données « programmes » – excluant les données internes de type financières, RH, ou logistiques des organisations – retenue par l'étude initiale de CartONG reste pertinente car elle est de facto retenue par l'essentiel de la documentation revue. N'étant jamais distinguée comme telle, nous n'avons cependant pas choisi de le mentionner spécifiquement par la suite.

⁴ « *World Development Report 2021: Data for better lives* », World Bank, 2021

⁵ « *Les données programmes : le nouvel eldorado de la solidarité internationale ?* », *op. cit.*

⁶ « *Beyond Assumptions: How humanitarians make operational decisions* », ALNAP, 2019

⁷ « *The data side of leaving no one behind* », Bernard Sabiti, Bill Anderson & Sam Wozniak, Development Initiatives, 29 septembre 2021

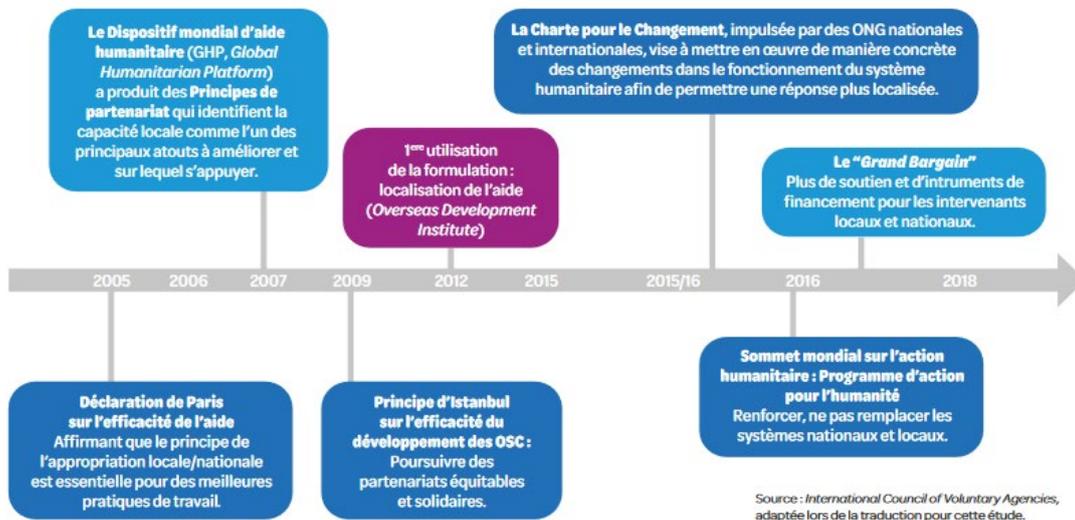
1.2. LA « LOCALISATION DE L'AIDE » : DEFINITIONS, DEBATS ET SITUATION ACTUELLE



Bien qu'il n'y ait pas encore de consensus sur ce que signifie la « localisation » en pratique, le concept se réfère généralement à une ambition assez vague visant à inclure plus systématiquement les acteurs humanitaires locaux dans le système humanitaire international. Il inclut également des réformes visant à renforcer le leadership local dans la réponse humanitaire.

– Feinstein International Center, Tufts University⁸

Image 1 - Chronogramme de la progression du concept de localisation, synthèse Coordination SUD



Le concept de localisation, qui a émergé au cours des années 2000, est officiellement en tête de l'agenda humanitaire mondial depuis le Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016 et son « Grand Bargain » (cf. [image 1 - chronogramme](#)). Nous ne détaillerons pas ici les évolutions de celui-ci depuis 7 ans, mais tentons un résumé rapide de la situation actuelle, notamment à partir de la synthèse récente d'ALNAP⁹.

Le premier constat, largement partagé, est celui d'une **lenteur des progrès de la localisation**. Celle-ci est poussée de plus en plus fortement par les acteurs locaux, mais rencontre différentes barrières structurelles du fait des défis pour les organisations internationales (contradictions avec d'autres objectifs notamment financiers, dans un contexte de compétition pour des financements en raréfaction) mais aussi pour les bailleurs de fonds (risques, contraintes législatives, etc.).

La localisation est de plus difficile à mesurer (ce qui connecte aussi avec la question des données, on le verra plus tard), seul le critère financier étant mesurable et mesuré actuellement. Néanmoins, les chiffres disponibles montrent que le taux de financement direct des organisations locales reste extrêmement faible, entre 1,2% et 3,3% de l'ensemble des financements en 2018-2021 – y compris pendant la période du COVID-19 ou lors de la réponse à la crise ukrainienne (qui est le symbole des

⁸ "Localization of humanitarian assistance", Feinstein International Center, Tufts University

⁹ "A more localised aid system: current status discourse - Summary", ALNAP, 20 juin 2023

promesses non tenues de localisation). Si de nouveaux engagements ont été pris en 2023 dans le cadre du « Grand Bargain Caucus on Funding for Localisation », celui-ci ne rassemble qu'une (petite) partie des acteurs du Grand Bargain ; de même les engagements affichés de plusieurs grands bailleurs bilatéraux (notamment les Etats-Unis et l'Union Européenne) attendent d'être concrétisés. De manière générale, le modèle de financement et plus globalement de gestion de projet (nous y reviendrons) du secteur de la solidarité internationale est inadapté, faisant peser la majeure partie de la responsabilité du risque sur les organisations locales sans leur en donner les moyens.

Enfin, on note un **risque de « localisation-washing »** qui privilégierait les plus gros partenaires locaux, capables de respecter les exigences du système, plutôt que d'en lever les barrières à l'accès et de laisser la liberté aux acteurs locaux de décider de leur organisation. A l'inverse, on pourrait envisager un « risque de se passer de l'expérience internationale dans les projets de terrain et de la fonction d'innovation et de médiation des ONG internationales (ONG-I) »¹⁰.

“ *La localisation exige des organisations internationales qu'elles se confrontent à un ensemble de défis complexes, notamment la tolérance interne au risque, leurs processus et systèmes de partenariat, et les exigences de redevabilité croissantes. En pratique, la localisation peut mettre les organisations internationales en porte-à-faux avec leurs propres dynamiques internes et mesures de réussite, dans un climat de concurrence acharnée pour des ressources limitées. – ALNAP*

1.3. LOCALISATION OU DECOLONISATION ?

La question de la « décolonisation de l'aide » (et de l'antiracisme) a ressurgi depuis 2022 en lien avec des débats sociétaux au sein d'abord des pays occidentaux¹¹. Ce débat peut se résumer par une opposition qui semble peu conciliable, d'une part celle d'une aide « réformable », et d'autre part celle d'un système humanitaire générant structurellement des dégâts voire de l'exploitation des populations : « *Deux conversations différentes [se déroulent] simultanément : une discussion technique sur la manière d'améliorer l'aide, et une conversation morale sur la manière d'aborder les dynamiques de pouvoir géopolitiques plus larges qui ont conduit les pays à avoir besoin d'aide en premier lieu. »*

La plupart des sources revues dans le cadre de cette étude se rattachent plutôt à la première vision, envisageant la localisation avant tout comme un enjeu d'efficience de l'aide (sans que cela ait d'ailleurs été prouvé), mais nous avons aussi cherché proactivement des sources posant la question des rapports de force, comme la seconde. En l'absence de solutions simples et de court terme pour résoudre ces tensions, nous avons avant tout tenté de diversifier nos sources, sans se positionner (ce qui en soi pourrait être questionné !).

La question de la décolonisation et plus globalement les questions morales ressortent d'ailleurs dans des débats qui n'emploient pas la même grille d'analyse, comme par exemple la question de la finalité de l'action humanitaire (« *endgame* ») qui impacte aussi les projets de données. Mais aussi sur des

¹⁰ « La localisation de l'aide - plus de proximité permet-il d'assurer l'autonomie des projets déployés ? (Synthèse) », Coordination SUD, 2019

¹¹ « Policy makers and racial justice activists came together to discuss decolonising aid. Here's what happened... », The New Humanitarian, août 2022

questions très pratico-pratiques comme celles du consentement des populations à la collecte de données les concernant, par exemple lors de campagnes de cartographie participative – y compris en questionnant la finalité de cette collecte : qui a choisi de la lancer et dans quel objectif ?¹² Autre exemple, le fait d'exiger d'employer un format ou outil de donnée propriétaire, associé à un logiciel onéreux, peut être une vraie barrière à l'entrée pour accéder à des projets ou financements pour des organisations locales.

Dans tous les cas, ignorer le débat ne semble pas possible si l'on souhaite réfléchir de façon sincère aux enjeux de localisation – ce qui amène parfois à des constats ou recommandations politiques, dépassant l'action individuelle des OSC¹³.

2. LA GESTION DE DONNEES ET LA LOCALISATION DE L'AIDE : QUELS CROISEMENTS ?

Une des difficultés de notre recherche a été que la plupart des organisations travaillant sur les données ou plus largement le numérique et la localisation **n'utilisent pas le terme de "localisation"**, bien qu'elles s'intéressent en réalité aux mêmes questions (le changement des relations de pouvoir, la transformation du système de l'aide, ou la prise en compte de la voie des citoyens et des communautés locales dans les prises de décisions). Nous avons donc tenté d'étendre le champ de réflexion, mais avons cependant certainement manqué des angles, et minimisé la diversité des situations locales (cf. partie sur la diversité des situations).

2.1. QUELLE DEMANDE LOCALE SUR LA GESTION DE DONNEES ?

Un point d'entrée important pour aborder cette réflexion est que les travaux existants semblent converger vers le fait que toute approche de localisation doit prendre en compte **une approche par la demande**.

Coordination SUD dans son étude sur le sujet¹⁴ retient ainsi 3 entrées possibles pour réfléchir le sujet : **par le projet** (cadre habituel de réflexion des acteurs humanitaires), **par les acteurs** (angle souvent retenu dans les approches localisation – que CartONG travaille d'ailleurs actuellement), et enfin **par la demande**. L'approche par la demande locale implique un processus participatif de définition du besoin (et de la stratégie de réponse à ce besoin). Ce cadre met nécessairement en exergue l'importance du diagnostic, et donc des données.

¹² «Colonialism in open data and mapping», Humanitarian OpenStreetMap team webinar, juin 2021

¹³ Pour creuser le sujet, THN a produit une revue documentaire complète et diversifiée : «Decolonising Aid: A reading and resource list», The New Humanitarian, août 2022

¹⁴ « La localisation de l'aide - plus de proximité permet-il d'assurer l'autonomie des projets déployés ? (Synthèse) », *op. cit.*

“ La numérisation joue également un rôle fondamental dans les perspectives de localisation [...] De nouveaux outils permettent de soutenir la localisation de la demande : les outils de collectes de données, de plus en plus accessibles, permettent d'agir de manière plus précise et d'impliquer directement les populations ciblées dans l'évaluation « en temps réel » des actions.
– Coordination SUD

Cette approche reste cependant sous-exploitée : le plus souvent, la donnée reste produite pour les bailleurs et non pour les acteurs locaux – et a fortiori pour les communautés locales bénéficiaires des projets ! Ce qui est sans doute la conséquence d'une **redevabilité globalement pensée pour les financeurs des projets** avant de l'être pour les populations impactées par ceux-ci. Un acteur de terrain témoignait ainsi récemment dans le cas de l'Ukraine que les exigences de *reporting* des organismes internationaux nécessitaient une collecte de données trop large, et sans lien avec les besoins de suivi opérationnel du projet par les acteurs locaux. Cela ralentit le travail, génère des coûts supplémentaires, et pose même des problèmes de sécurité (temps passé sur le terrain)¹⁵.

De même, les acteurs locaux interrogés par CartONG se font l'écho que si les organisations internationales sont aidantes quand elles poussent à l'usage des données voire à leur ouverture (dans le cadre de politiques open data de plus en plus affirmées), elles n'ont généralement pas de réflexion sur la redevabilité aux acteurs qui produisent les données sur le terrain (en leur donnant accès aux analyses produites ou en discutant leurs choix).

2.2. UNE REPRESENTATION BIAISEE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DES BESOINS

Un autre point qui montre l'importance de la question de la gestion des données dans la prise en compte de l'enjeu de localisation est son importance même pour la mesure de l'enjeu. En effet les chiffres cités plus haut sont en effets biaisés car tout un pan de l'action humanitaire et de développement internationale n'intègre tout simplement pas l'action des acteurs dans ses outils de suivi et de *reporting*.



Étude de cas : les biais dans le reporting international (IATI)

Une enquête systématique sur le sujet¹⁶ a pu démontrer, à travers une étude de cas, ce décalage entre les données de *reporting* global et la réalité de terrain. Development Initiatives a ainsi comparé les rapports de l'International Aid Transparency Initiative (qui fait référence sur le suivi des projets d'aide) et celles des rapports 3W (Who/What/Where) du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU (OCHA) en Somalie sur la période Janvier 2020-Mai 2021. Si les activités IATI retraçaient une part infime d'activités par des acteurs locaux (<1%), les 3W OCHA reflétaient bien plus largement leur présence, et ce malgré que des biais de sous-représentation restent présents dans le travail d'OCHA. Les 3W ne permettant cependant pas d'analyse financière, ils ne sont pas inclus dans le suivi global de l'aide pilotant la réflexion l'aide sur la localisation.

¹⁵ « Ukraine : Bureaucratie humanitaire contre survie des populations », François Dupaquier, Défis Humanitaires, n°83, décembre 2023

¹⁶ "Improving the visibility of local and national actors in humanitarian aid data", Development initiatives, juillet 2021

Par ailleurs, les barrières à la présence des organisations locales directement dans le système IATI ont été bien identifiées et ne sont pas surprenantes : complexité technique de l'outil, taxonomie uniquement définie du point de vue des bailleurs, manque de reconnaissance du travail des partenaires locaux (pouvant être entrés mais optionnellement) sans même prendre en compte les barrières globales à l'entrée pour les organisations locales en termes d'accès aux financements internationaux.

L'étude conclut pourtant sur le fait qu'une meilleure intégration des données des acteurs locaux permettra non seulement une plus grande efficacité de l'aide pour les bailleurs (connaissance des acteurs locaux, de leurs références, de leurs expertises et de leur présence terrain) mais aussi une plus grande visibilité pour les acteurs locaux – ce qu'ils appellent de leurs vœux.

“ *Les entretiens menés dans le cadre de ce rapport confirment que ces données pourraient contribuer à combler le manque de confiance et de connaissances qui existe actuellement entre les bailleurs publics internationaux et les organisations locales, ainsi qu'à améliorer la transparence du système humanitaire. – Development Initiatives*

Plus globalement, la **reconnaissance de la légitimité des acteurs locaux** (et en premier lieu des gouvernements) est la première étape pour un tel renversement des perceptions. Dans une enquête de 2018, des représentants d'Instituts Nationaux des Statistiques de 140 pays à revenus faibles et intermédiaires estimaient que les acteurs internationaux étaient leurs usagers principaux, loin devant les acteurs locaux gouvernementaux et de la société civile¹⁷ – avec un écart s'accroissant proportionnellement au revenu de leur pays, en corrélation avec leur propre dépendance aux financements de ces acteurs internationaux. Enfin, ces biais de représentation s'étendent au-delà de la mesure.

2.3. L'IMPORTANCE DE LA CAPACITE DES ACTEURS

Un autre point convergeant des travaux sur la localisation est l'importance des **capacités des acteurs du Sud** pour équilibrer les rapports de pouvoir. Pour l'instant les efforts portent surtout sur les capacités de mise en œuvre, encore peu sur l'aspect financier (également identifié comme clé) et sur les processus de prise de décision. Les mécanismes de gestion et de *reporting* – sur lesquels les capacités en gestion de données ont un impact important – sont pourtant centraux.

Ce **sous-investissement dans les capacités sur les données** se retrouve en premier lieu au niveau des acteurs institutionnels, qui sont les premiers redevables envers leurs citoyens. Ainsi, sur un besoin de financement des capacités en données et statistiques d'environ 3 millions de dollars dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, seule la moitié a pu être couverte par les capacités nationales, et environ un quart par les bailleurs internationaux, laissant ainsi un quart non financé¹⁸. Cette dépendance aux bailleurs internationaux contribue d'ailleurs aux biais déjà mentionnés. Pourtant, différentes

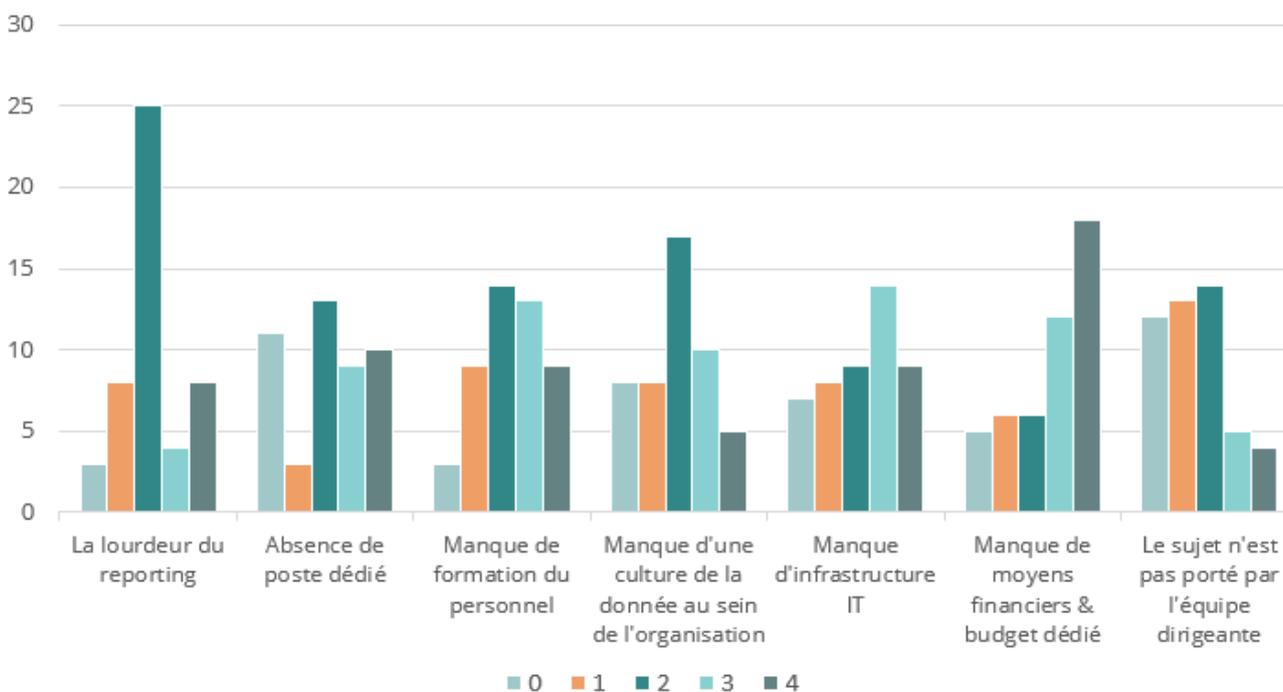
¹⁷ “Measuring and responding to demand for official statistics”, Mihir Prakash & Tanya Sethi, AidData, décembre 2018

¹⁸ “Data disharmony: How can donors better act on their commitments?”, Development Initiatives, mars 2022

observations de terrain montrent qu'une part significative des études financées contribue encore à dupliquer des enquêtes déjà existantes, ou des processus déjà mis en place par les acteurs nationaux.

L'enquête conduite par CartONG montre que ce sous-investissement se retrouve en cascade chez les OSC locales, 75% des répondants exprimant rencontrer des difficultés liées à la gestion de l'information. Cette difficulté est directement connectée aux enjeux globaux de la localisation : la contrainte la plus citée est le **manque de moyens financiers et de budget dédié** – reflétant les difficultés des OSC locales à faire financer ces postes non directement liés à la mise en œuvre des projets. Suivent l'absence de ressources RH dédiées et de moyens informatiques suffisants, qui ont les mêmes causes. Le **manque de culture de la donnée** est également un facteur existant mais pas le plus mentionné, et l'absence de portage par l'équipe dirigeante n'est considéré comme un problème que par une minorité de répondants.

Tableau 1 - Contraintes rencontrées par les OSC nationales ou locales pour la gestion des données programmes



Les travaux sur la localisation confirment que le manque de capacités viennent souvent d'un manque de financements, et de soutiens pour assurer cette montée en capacités durablement : « *Les efforts de renforcement des capacités se concentrent sur la capacité des intervenants locaux à répondre aux normes internationales – principalement les procédures administratives et de conformité – qui sont déconnectées de ce que les organisations locales définissent comme leurs capacités.* »¹⁹. Cela se fait non seulement sans prise en compte des besoins tels qu'identifiés par les acteurs locaux, mais aussi sans reconnaissance de leurs compétences, avec même parfois des effets contreproductifs.

¹⁹ "A more localised aid system: current status discourse", *op. cit.*

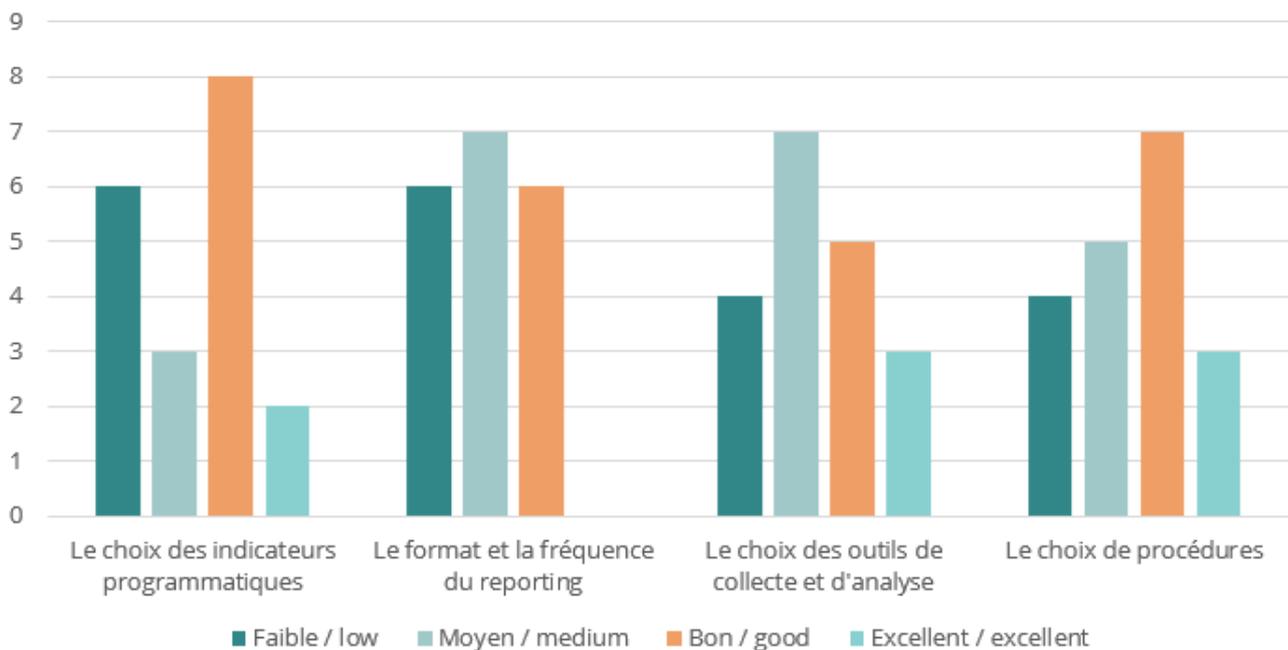
2.4. UN LIEN AVEC L'ORGANISATION MEME DES PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

Plus globalement, la gestion du cycle de projet empêche également les approches partenariales équitables (égalité, mutualité, transparence)²⁰. Celle-ci fait ressurgir en effet des nombreuses autres barrières : **intérêts et craintes** des organisations internationales et de leurs staffs, **cultures organisationnelles, barrières structurelles, inégalités de pouvoir, manque de confiance** (liée aux différences, manque d'expérience commune et manque de connaissance mutuelle).

Ce point qui est souvent ressorti de la documentation existante a en revanche assez **peu été relevé** par les acteurs interrogés par CartONG. Outre le biais représenté par l'échantillon interrogé (cf. partie sur les situations contrastées plus loin), cela reflète sans doute le fait que beaucoup d'acteurs, locaux ou internationaux, ne se sont pas encore interrogés sur le fait que la donnée et ses outils n'étaient pas neutres par nature, et pouvaient intégrer des rapports de pouvoir. De même, il n'est pas évident de contester un mode de gestion de projet imposé avec les financements et promu par tout un système.

On notera ainsi avec intérêt que même si les acteurs internationaux interrogés considèrent que le niveau de décision qu'ils laissent à leurs partenaires est globalement bon sur tous les aspects de la gestion de la donnée, plus il est stratégique (choix des indicateurs), moins le niveau de décision laissé est jugé élevé. Alors qu'à l'inverse c'est sur les aspects opérationnels (choix des outils et des procédures) qu'il est jugé le meilleur.

Tableau 2 - Dans le cadre de vos partenariats avec des OSC nationales ou locales, quel niveau de décision est laissé aux partenaires ?



²⁰ "Localisation in practice - Facilitating equitable partnership in humanitarian project management", Centre for Humanitarian Action, février 2023

2.5. PROBLEMATIQUE : LOCALISATION ET GESTION DE DONNEES

La localisation de l'aide est donc un sujet débattu dans son sens et ses objectifs. Si de nombreuses organisations humanitaires s'en sont emparées, et si certains des acteurs spécialisés de l'écosystème de la gestion des données sont également engagés sur ce sujet, il y a **peu de travaux sur l'articulation entre les deux** (par exemple la bibliographie compilée en 2021 par le Groupe URD sur le sujet ne comporte qu'un seul article touchant indirectement à cet enjeu²¹). La dimension "données" est surtout abordée comme **un possible outil au service de la localisation**, ou au contraire **comme un frein**.

Il semble cependant évident que le sous-secteur de la gestion de données programmes ne peut s'exonérer d'un travail sur la question de la répartition du pouvoir en son sein. Cette étude vise donc à apporter une première synthèse des réflexions sur le sujet, nourrie des résultats d'une enquête et de divers entretiens qualitatifs. Elle n'est certainement pas un état de l'art exhaustif ni une source de recommandations définitives, mais lance la discussion sur le sujet.

3. ENJEUX FUTURS ET ACTUELS

3.1. DES BESOINS PRIORITAIRES DE MONTEE EN COMPETENCES...

Il est assez difficile d'avoir une vue d'ensemble de l'appui et des ressources dont disposent spécifiquement les organisations locales. On peut néanmoins s'appuyer sur l'enquête de 2020 du réseau international TechSoup (auprès de près de 12 000 membres d'OSC dans 137 pays, dont environ un quart dans le Sud)²². Si 83% des organisations du Sud interrogées voient les bénéfices des nouvelles technologies, seules 49% estiment avoir les ressources nécessaires pour mettre en œuvre leur stratégie numérique, et le manque de ressources et compétences des équipes est la première barrière citée pour un meilleur usage des données. Pourtant, 78% des OSC interrogées n'organisent des formations sur la gestion de données pour leurs équipes que rarement (annuellement) ou jamais.

L'enquête réalisée par CartONG pour cette étude en 2023 – et ce malgré ses limites en termes d'échantillon – donne aussi quelques pistes sur les besoins d'appui des OSC locales (cf. [Annexes](#)).

Le besoin le plus exprimé par les organisations répondantes est, quelle que soit la catégorie de compétences (collecte, analyse, et visualisation des données), celui de **former leur personnel**. Viennent ensuite le besoin en **outils** et en **processus** (notamment sur l'analyse des données). Le besoin de ressources humaines supplémentaires apparaît lui plus secondaire (sachant qu'au-delà de la création de postes c'est souvent la rétention des profils compétents qui est difficile).

Mais ce qui ressort globalement est avant tout **un fort besoin de soutien sur tous les chapitres** : qu'il s'agisse de formation, d'outillage, de méthodologie, ou de RH, et quel que soit l'aspect de la gestion des données considéré, une forte majorité des organisations ont des besoins élevés à très élevés d'appui.

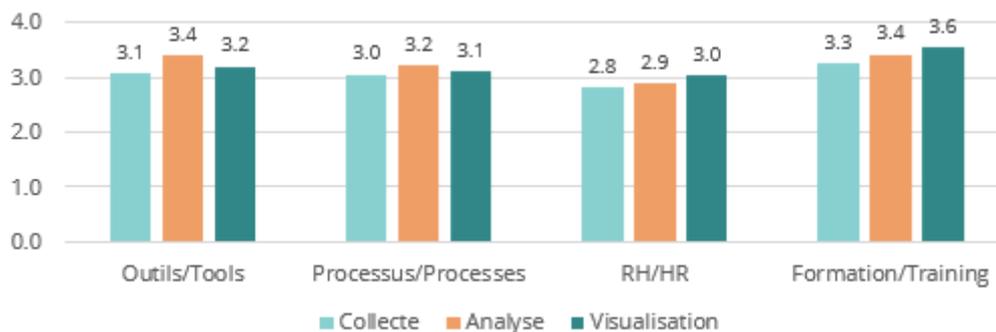
²¹ « Focus bibliographique sur la localisation de l'aide », Groupe URD, Revue Humanitaires en Mouvement, décembre 2021

²² "Data Handling and Digital Readiness in Civil Society - Global Study 2020", TechSoup, 2021

Par ailleurs, même si ce rapport ne le traite pas de façon détaillée car cela rentrerait plus dans le champ des systèmes d'information que celui de la gestion de données, les **problématiques d'équipement** ont aussi un fort impact (elles ont été régulièrement citées par les professionnels interviewés par CartONG). Qu'il s'agisse du manque de matériel informatique récent, des problèmes de connectivité, de l'impossibilité d'acheter les licences logiciels (et son fléau associé, les licences piratées et tous leurs risques de cybersécurité associés), toutes ralentissent voire empêchent la montée en capacité des acteurs, pour des raisons purement matérielles. C'est d'ailleurs une des raisons du succès des logiciels open source et des projets libres – souvent *low-tech* – au Sud, qui permettent de s'affranchir de certaines de ces barrières.

Enfin, l'expérience terrain de CartONG auprès de nombreux acteurs a montré, une fois les bases techniques acquises (collecte et mise à jour des données), un **besoin critique de formation et d'accompagnement sur l'analyse des données et la définition de stratégie de la donnée**. Les acteurs interviewés ont souvent pointé un besoin de collecter de la donnée, sans forcément savoir à quoi servira cette donnée – ce qui pose d'ailleurs aussi des questions d'infobésité donc de responsabilité environnementale (cf. plus loin). Une donnée qui est quasi exclusivement quantitative, sans ouverture sur d'autres modèles (plus qualitatifs par exemple, qui demandent généralement moins de compétences techniques ou d'outils statistiques avancés et sont donc plus abordables pour des organisations locales).

Tableau 3 - Concernant la collecte, l'analyse et la visualisation des données, comment évaluez-vous le besoin en appui sur les aspects suivants ?



3.2. ... QUI N'EXONERENT PAS D'UNE REFLEXION PLUS GLOBALE

L'enjeu de « décolonisation de l'aide », même s'il est débattu (cf. plus haut), n'épargne pas le secteur des données. On peut ainsi définir comme « **colonialisme des données** »²³ la captation des données du Sud par les acteurs du Nord (Etats, organisations internationales mais aussi entreprises, notamment étatsuniennes et chinoises), dans un contexte d'inégalités criantes de capacités. Ainsi l'exemple de l'offre Free Basic de Facebook, un accès gratuit (limité) à l'internet, accusé de pratiques colonialistes par sa captation des données et son non-respect des règles de neutralité du Net.

Outre la non-mesure des actions des acteurs locaux déjà évoquée, le manque de reconnaissance et de prise en compte des acteurs locaux dans les données se retrouve aussi dans la définition même des

²³ « Avoiding the Data Colonialism Trap », Hayden Dahmm & Tom Moultrie, Thematic Research Network on Data and Statistics, février 2021

indicateurs choisis. Plusieurs processus internationaux de standardisation des statistiques (Global Health Metrics entreprise, Global Burden of Disease report) ont ainsi pu être critiqués comme reflétant excessivement une vision « du Nord » ou pour leur manque de transparence²⁴. On retrouve cela également dans les **nouveaux outils** comme l'imagerie satellite et les drones, ou encore l'intelligence artificielle (dont il a été démontré que le manque de diversité dans les équipes la créant contribue à perpétuer des biais).

Même des projets éminemment participatifs et mondiaux comme OpenStreetMap peuvent être sujets à des biais de représentation avec un Sud global sous-représenté dans la production de données, et des tensions entre contributeurs historiques du Nord et nouveaux usagers/contributeurs du Sud ne rentrant pas forcément dans la culture du projet. Cette dynamique est par ailleurs complexifiée par le fait qu'une forme de "décolonisation d'OpenStreetMap" a bien lieu par la production massive de données au Sud depuis quelques années... mais que celle-ci étant impulsée en grande partie par des multinationales cherchant à exploiter les données produites par les contributeurs locaux, elle peut aussi au contraire être vue comme néocoloniale²⁵.

De manière générale, la réflexion sur la décolonisation, émergente dans le secteur de la solidarité internationale, devra être approfondie sur les enjeux autour de la donnée. On pourrait ainsi interroger le focus sur une vision quantitative de l'information qui est sous-jacente dans tous les travaux sur la donnée (déjà évoquée), l'imposition de normes y compris sur des sujets légitimes (comme la gestion responsable des données évoquée plus loin), etc. Ou encore s'interroger sur les effets de la standardisation des modes de communication, non adaptés aux acteurs locaux, et qui biaisent à la source la création de l'information²⁶. Ce travail sera cependant à faire par les acteurs du Sud eux-mêmes, l'enjeu est bien d'accompagner la montée en compétences sans calquer une vision. C'est sans doute à l'échelle des réseaux d'acteurs locaux (nationaux ou régionaux) que cette réflexion devrait se poursuivre.

3.3. PRENDRE EN COMPTE LES ECOSYSTEMES DE LA DONNEE

Il est important de signaler que dans de nombreux pays du Nord, l'expertise sur les données n'est pas entièrement internalisée au sein des OSC, qui s'appuient sur un **écosystème de partenaires et prestataires** : entreprises du secteur informatique, acteurs support spécialisés, compétences mutualisées au niveau des réseaux associatifs, agences support publiques ou para-publiques, etc. On retrouve cela en particulier sur le secteur de la gestion de l'information dans l'humanitaire et le développement international, avec des acteurs supports internationaux comme CartONG, MapAction, Humanitarian OSM Team, iMMAP, Impact Initiatives/REACH, etc.

L'Université Tufts dans son rapport global sur la localisation²⁷ pointe ainsi l'importance des acteurs supports externes ("*third-party support*") pour avancer dans le débat sur la conformité des acteurs locaux – qui est un des points de blocage majeurs – et cela s'applique évidemment aussi pour les données. Les

²⁴ *Ibid.*

²⁵ "De/colonizing OpenStreetMap? Local mappers, humanitarian and commercial actors and the changing modes of collaborative mapping", Susanne Schröder-Bergen, Georg Glasze, Boris Michel & Finn Dammann, *GeoJournal* 87(5), novembre 2021

²⁶ "More than the Money – Localisation in practice", Groupe URD/Trócaire, 2017

²⁷ "Localization: A 'Landscape' Report", Sabina Robillard, Teddy Atim, Daniel Maxwell, Tufts University- Feinstein International Center, décembre 2021

coalitions entre gouvernements, société civile et secteur privé (approches “Tech for Good”) sont aussi des atouts pour faciliter l'accès au licences et outils, de mutualiser les compétences, ou encore de fournir un accès internet universel²⁸. Cela ressort également des interviews conduites par CartONG, les personnes s'interrogeant sur la **capacité des acteurs locaux à avoir une “masse critique” de projets** – et donc de financements associés – pour maintenir une expertise permanente en interne sur la donnée (comme peuvent le faire les acteurs internationaux).

L'enquête TechSoup montre ainsi que la grande majorité des OSC, et de façon bien plus marquée dans le Sud, ne recourent pas à des organismes supports pour leurs besoins numériques²⁹. Cela est plus particulièrement vrai sur la montée en compétence, le support stratégique ou technique, ou l'évaluation des infrastructures ou de la cybersécurité (pour tous ces enjeux la part d'OSC du Sud bénéficiant d'un support externe varie de 9% à 17% ; avec des taux en moyenne plus élevés d'environ 10 points pour les OSC du Nord).

Il existe pourtant bien un écosystème de la donnée dans tous les pays : cela va de quelques experts isolés et activistes pionniers de l'open data, a des écosystèmes structurés avec de nombreux bureaux d'études, OSC spécialisées, formations universitaires, etc. (comme on peut le trouver en Tanzanie, au Kenya, en Tunisie, au Népal, etc.). Mais ces différents acteurs ne sont bien souvent pas connectés. Un professionnel interviewé par CartONG explique ainsi que dans son pays il existe des bureaux d'étude pouvant fournir du support mais qu'ils ne travaillent que pour les plus grandes OSC ou les agences internationales – ce qui ne permet d'ailleurs pas de les challenger. Cela souligne ainsi le fait que l'agenda de chacune de ces catégories d'acteur est différent et variable, l'intérêt de prestataires locaux ne rejoignant pas forcément celui des OSC, etc.

Tableau 4 - Écosystème de la donnée (en italique, acteurs spécialistes de la donnée)

LOCAL	INTERNATIONAL
OSC locales <ul style="list-style-type: none"> • Spécialistes métier • <i>Spécialistes en lien avec la donnée (M&E, IM, etc.)</i> 	OSC internationales <ul style="list-style-type: none"> • Spécialistes métier • <i>Spécialistes en lien avec la donnée (M&E, IM, etc.)</i>
Acteurs support spécialisés <ul style="list-style-type: none"> • <i>Bureaux d'étude privés</i> • <i>OSC/activistes de la donnée (open data) et du numérique</i> 	Acteurs support spécialisés <ul style="list-style-type: none"> • <i>Entreprises et bureaux d'étude privés, dont les grands fournisseurs de solutions</i> • <i>OSC spécialistes de la donnée et du numérique pour la solidarité</i> • <i>OSC/activités spécialistes de l'open data ou du libre</i>

²⁸ « Vers un environnement numérique favorable à la société civile », Forus, juin 2021

²⁹ “Data Handling and Digital Readiness in Civil Society - Global Study 2020”, *op. cit.*

État	Bailleurs internationaux et coopérations
<ul style="list-style-type: none"> • Administrations spécialisées dans la donnée (INS, etc.) • Administrations métier et leurs fonctions liées à la donnée 	<ul style="list-style-type: none"> • Bailleurs bilatéraux • Organisations internationales (ONU) • Bailleurs et fondations spécialistes de la donnée
Universités	Universités
<ul style="list-style-type: none"> • Formations liées à la donnée et recherche 	<ul style="list-style-type: none"> • Projets de coopération internationale autour de la donnée

3.4. DES ASPECTS SUR LESQUELS LA REFLEXION DOIT ETRE AMORCEE

3.4.1. LA GESTION RESPONSABLE DES DONNEES : DES PRATIQUES INSUFFISANTES MALGRE SON IMPORTANCE

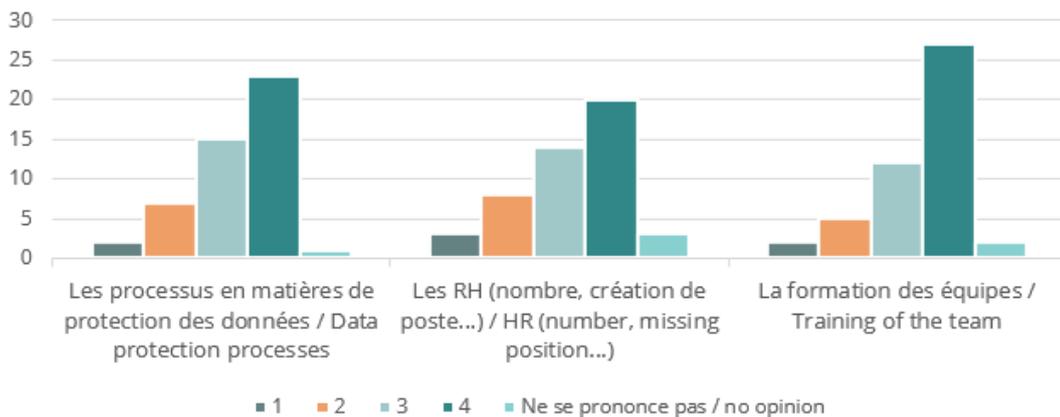
La **gestion responsable de données** est une clé de lecture intéressante du sujet localisation et données. En effet, le sujet touche à la fois à la protection des données des populations affectées (aussi appelées "oubliés de la gestion de données" dans l'étude CartONG 2020) qui doit être effective sur toute la chaîne de la donnée et tous acteurs confondus, mais également de manière liée à la question de la culture des données, qui est la base d'une gestion responsable, et concernant laquelle le niveau des OSC est très variable. Il est rare aujourd'hui qu'une OSC ne se sente pas concernée par la gestion de données, et d'autant plus en lien avec le sujet protection des données, qui touche à la question du respect de principes tels le "Ne Pas Nuire" si cher au secteur humanitaire. Néanmoins, l'enquête a montré que malgré l'intérêt pour le sujet, celui-ci reste parfois **mal compris**, et surtout trop **peu pris en compte**, souvent par manque de ressources humaines en la matière. Ce constat est bien entendu à nuancer en fonction de la taille des OSC et aussi de leurs thématiques d'intervention.

Lors de l'organisation d'une formation pour 300 praticiens terrain Suivi & Evaluation et gestion de données de 12 ONG humanitaires françaises par exemple, plus de 65% des personnes répondant à l'enquête sur les besoins en amont de la formation ont indiqué à CartONG ne jamais avoir été formé sur le sujet de la gestion responsable de données ou à un sujet directement lié. C'étaient pourtant des profils plutôt privilégiés en termes de niveau de ressources disponibles/structuration sur ces sujets de leurs organisations. De plus, le sujet du **partage de données** avec les partenaires locaux a été abordé à de nombreuses reprises par les participants comme un des **risques les plus importants** concernant les données. L'enquête pour cette étude va dans le même sens, avec un besoin de processus en la matière et de formation considérable des OSC locales (voir [tableau 5](#)).

Enfin, à noter que sur ce sujet comme d'autres, le **rôle des acteurs étatiques** est indéniable, comme l'a montré l'effet accélérateur du RGPD sur la prise en compte des enjeux de responsabilité des données en Europe. A l'inverse, seuls 43% des pays les moins avancés disposaient d'une législation sur la protection

des données (contre 96% des pays européens)³⁰, ce qui ne contribue pas à créer un encouragement à la société civile de progresser. La gestion responsable de données reste donc un axe fort en termes de montée en compétences et en connaissances nécessaire à une prise en main par les acteurs locaux.

Tableau 5 - Comment évaluez-vous le besoin en appui sur les aspects concernant la protection des données ?



3.4.2. L'IMPACT DES AUTRES INEGALITES EN PARALLELE A L'ENJEU DE LOCALISATION

Quel que soit l'angle politique retenu, la localisation ne peut être traitée sans une réflexion sur les **inégalités de pouvoir**. Or, le caractère "local" des acteurs (avec tous les débats associés), et même si on y inclut la lutte contre le racisme, ne peut être considéré comme la cause unique d'inégalité de pouvoir ou de discriminations. Une approche qu'on pourrait qualifier d'« intersectionnelle » est donc nécessaire.

Le premier facteur est bien entendu celui du **genre** : comme l'avait relevé l'étude 2020 de CartONG³¹, les femmes sont sous-représentées dans le secteur de la gestion de données (au sein du secteur humanitaire comme en général), comme dans de nombreuses professions vues comme « techniques ». Cette question des perceptions est clé et peut être abordée à différents niveaux, notamment au stade des formations initiales et dans la mise en œuvre des projets.

On retrouve ces inégalités également dans la prise en compte dans les données qui déterminent les **choix politiques d'allocation de l'aide**. Development Initiatives a ainsi observé³², dans le cas de l'action climatique, que non seulement le « *gender mark* » utilisé pour le suivi officiel de l'aide ne retraçait pas correctement les projets en question, mais qu'il échouait d'autant plus à mesurer les besoins et expériences vécues des femmes sur la ligne de front du changement climatique. Tout en pointant l'importance d'une approche intersectionnelle des données (en citant l'exemple du taux de mariage d'enfants plus élevé dans les zones sujettes aux sécheresses récurrentes).

³⁰ "Data and privacy unprotected in one third of countries, despite progress", United Nations Conference on Trade and Development, avril 2020

³¹ « Les données programmes : le nouvel eldorado de la solidarité internationale ? », *op. cit.*

³² "When the data doesn't tell the full story: improving gender-responsive climate finance", Development Initiatives Blog, novembre 2023



Nous avons constaté nous-mêmes la valeur que l'inclusion des voix locales peut avoir tout au long de la chaîne de valeur des données de développement – du développement conceptuel à la collecte, et de l'analyse à l'utilisation – ainsi que la valeur de nouvelles sources de données directement fournies par les citoyens et les communautés sous la forme de données générées par les citoyens. – Development Initiatives

On peut également lier à la question plus globale de la **fracture numérique** : les publics plus éloignés du numérique auront nécessairement plus de difficultés à s'approprier les outils et enjeux de la donnée. Le combat pour la localisation des projets de gestion de la donnée est donc intimement lié à celui de l'inclusion numérique – un sujet reconnu comme priorité par les Nations Unies. D'autres facteurs pourraient enfin être explorés, comme la question de la prise en compte de la voix des personnes en situation de handicap, celle des LGBTQIA+, etc.

3.4.3. L'ENJEU ENVIRONNEMENTAL

La question de l'**impact environnemental du numérique** et donc de la donnée est apparue fortement ces dernières années, notamment au Nord (cf. par exemple les synthèses de la conférence GeOnG 2022³³). La lecture par l'approche localisation s'y applique aussi : les pays du Sud sont les plus impactés par le changement climatique, ils subissent de plein fouet les conséquences de l'industrie des nouvelles technologies (mines, usines, déchets, etc.), il n'est donc pas possible d'en faire abstraction.

La réflexion sur le lien données/localisation/impact environnemental est cependant pour l'instant **émergente** voire **inexistante**. On pourrait ainsi étudier la question de l'emplacement des serveurs, des lieux de production des équipements et logiciels, de la maîtrise locale sur l'infrastructure des systèmes d'information, de la lutte contre l'infobésité au Sud... autant de sujets qu'il serait intéressant d'explorer.

3.4.4. SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE ET ENJEU DÉMOCRATIQUE

Le numérique peut être qualifié de "mégatendance" influant globalement la vie humaine (dans le travail, la communication, la gouvernance et in fine la culture). C'est également le cas pour la société civile dans son ensemble³⁴ : en abordant même superficiellement le sujet, le numérique peut à la fois étendre l'**espace civique** et donner des nouveaux moyens aux OSC (par exemple via les outils Civic Tech, identifiés comme une tendance forte par Coordination Sud y compris pour la solidarité internationale³⁵), tout comme être un **outil répressif**. La défense des droits humains, la création d'un environnement opérationnel et législatif favorable, l'inclusion, la gouvernance transparente sont des enjeux qu'on retrouve dans l'espace numérique tout autant que "hors ligne". Si ces enjeux peuvent paraître loin de la gestion opérationnelle des données par les OSC, la dimension globale des outils numériques peut vite provoquer des effets en cascade. Cette question devrait être explorée en lien avec le champ des "droits humains numériques", en se référant par exemple au travail de l'OSC The Engine Room³⁶.

³³ "What was GeOnG 2022 about? A snapshot of 3 days of debate and key learnings", Information Management Resources Portal Blog, CartONG, novembre 2022

³⁴ "Vers un environnement numérique favorable à la société civile", Forus, juin 2021

³⁵ "Acteurs et actrices de la solidarité internationale : quelle(s) mutation(s) ?", Coordination Sud, avril 2023

³⁶ Pour un exemple de synthèse, "Strengthening intersectional approaches to data and digital rights advocacy", The Engine Room novembre 2021

3.5. DES SITUATIONS CONTRASTEES

Pour conclure cette partie sur les enjeux actuels et futurs, il convient d'apporter quelques nuances, qui complexifieront certes encore le tableau dressé, mais sont nécessaires pour appréhender la multiplicité du sujet :

- **Local vs. international** : la définition de ce qui est « local » et « international » est un débat en soi, qui occupe une part significative des discussions sur la localisation. Ce même débat existe dans le champ de la donnée, avec des acteurs nationaux publics (p. ex. INS) qui peuvent être vus comme tout aussi intrusifs et peu connaisseurs de la réalité locale que les acteurs internationaux (voire qui peuvent être considérés comme ayant des pratiques néocoloniales eux-mêmes !³⁷). A l'inverse, des grands acteurs du secteur privé peuvent avoir une politique de succursales autonomes et de diversité du leadership qui accomplissent (sans le conceptualiser) des actes importants en termes de localisation.
- **Humanitaire vs. développement international** : si nous avons précisé en introduction que cette grille de lecture ressortait peu des discussions sur notre sujet, elle reste néanmoins bien présente. Le discours sur la localisation est ainsi assez différent quand il est porté par des acteurs humanitaires internationaux (pour qui cela peut ressembler à une véritable révolution, mais aussi à un choc d'efficacité bienvenu) et par les acteurs du développement, pour qui il s'agit d'une extension naturelle d'approches partenariales traditionnelles (mais chez qui il peut paradoxalement entraîner un choc tout aussi important en remettant en cause des rapports de pouvoir souvent non reconnus). On retrouve partiellement cette dichotomie sur le sujet de la donnée, avec des acteurs humanitaires travaillant à modifier leurs méthodes pour mieux prendre en compte les populations et acteurs locaux ; et des acteurs du développement se projetant davantage sur des outils ICT4D qu'ils imaginent souvent transposables quel que soit le contexte, au Nord comme au Sud – même si leur complexité en réserve souvent l'usage à des grands acteurs, notamment publics et réseaux d'OSC.
- **Support vs. métier** : si l'étude initiale de CartONG avait restreint volontairement son champ aux données programmes, observant que dans le champ de la solidarité internationale (son premier terrain d'observation) les méthodes de gestion et enjeux autour de la donnée était complètement différents, la limite se brouille quand on s'intéresse à la localisation. En effet, pour des acteurs gouvernementaux, la mesure des capacités internes (par exemple des ressources humaines et dépenses d'un Etat) devient une variable observable et donc à ce titre des données à la fois « programmes » et « support ».
- **Spécificités régionales** : la force du positionnement sur l'enjeu de localisation de la donnée semble logiquement corrélée avec la maturité des écosystèmes de la donnée. Elle est donc très variable : dans les régions de mise en œuvre de projets de solidarité internationale où l'écosystème numérique et de la donnée est dynamique (Afrique du Nord, Proche-Orient, Ukraine, Asie de l'Est et du Sud, Afrique de l'Est anglophone), avec de nombreux spécialistes locaux qualifiés et la présence d'acteurs support (privés voire eux-mêmes OSC) présents et d'un gouvernement acteur sur les sujets numériques, le débat est bien sûr plus fort sur une évolution des rapports de pouvoir avec les acteurs internationaux. Les acteurs spécialisés interrogés par CartONG témoignent ainsi dans leurs pays (qu'on pourrait tous inclure dans la liste de ces

³⁷ "Colonialism in open data and mapping", *op. cit.*

« écosystèmes matures ») d'une forte appropriation de l'idée de localisation des données par les différentes parties prenantes.



Le cas précis de l'Ukraine déjà évoqué est ainsi révélateur, avec un gouvernement, une société civile et un secteur privé déjà structurés y compris sur les enjeux de données. Ces derniers ne comprennent donc pas forcément les logiques et procédures des acteurs internationaux, dont les effets perturbateurs se retrouvent à de nombreux niveaux, par exemple sur les méthodes de coordination ou encore sur les échelles de rémunérations des employés.

- **Contextes nationaux/de crise** : le contexte national et/ou de crise (pour les humanitaires) a bien sûr également un impact fort. Une catastrophe naturelle n'entraînera évidemment pas les mêmes effets qu'un conflit terroriste armé sur les exigences des acteurs internationaux en termes de redevabilité, et donc les possibilités de montée en puissance des acteurs locaux. De même, une guerre de haute intensité comme l'Ukraine entraîne ses propres risques, notamment de cybersécurité. Enfin, le niveau de confiance entre la société civile et les institutions jouera sur les capacités de mobiliser une approche véritablement locale de la donnée.

4. APPUI DISPONIBLES ET BARRIERES A L'USAGE

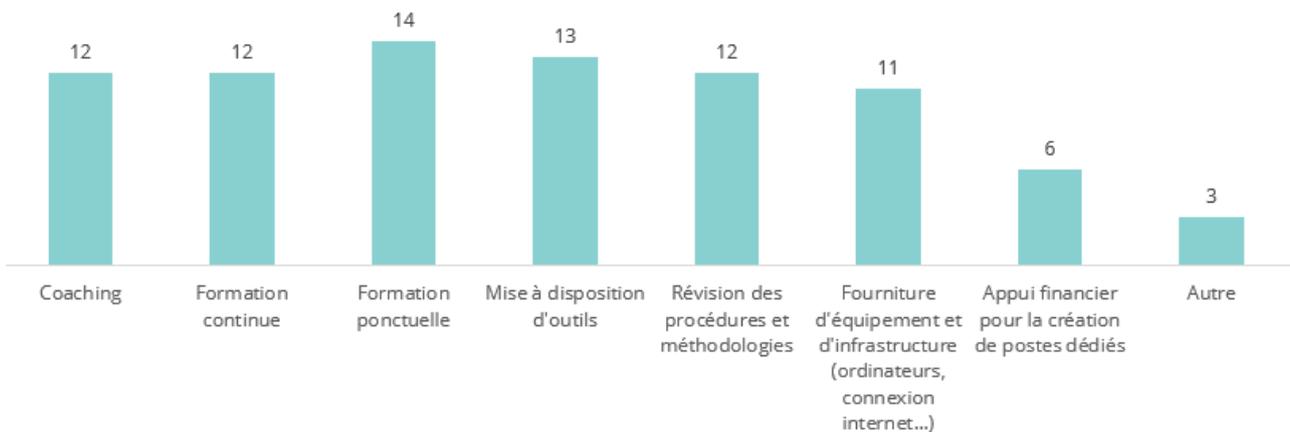
On l'a vu, une large majorité des OSC ne reçoit pas de support sur les outils numériques, et d'autant plus pour celles du Sud. Cela ne veut pourtant pas dire que l'offre est inexistante, loin de là. Parmi les offres de support accessibles ou ciblées pour les OSC du Sud, nous avons repéré **différentes propositions** – avec des angles assez différents :

- L'offre de soutien « pro bono » de CartONG cible les petites et moyennes structures de solidarité internationale et locale autour des outils de cartographie et de gestion de l'information (reposant sur une mise en œuvre par les volontaires de l'OSC avec un financement pour la facilitation du dispositif).
- Le « Light Touch Support » de The Engine Room cible également les individus et organisations engagés pour la justice sociale, à partir d'un conseil très léger pouvant déboucher sur un accompagnement plus conséquent.
- De nombreuses organisations support type H2H (« *Humanitarian to Humanitarian* ») travaillent avec des OSC et acteurs locaux en leur apportant un soutien sur les enjeux de données, sans avoir une offre de support globale : par exemple MapAction travaillant avec notamment des agences et réseaux de gestion des risques régionaux, iMMAP fournissant des formations aux OSC ukrainiennes dans le cadre de leur réponse, HOT via les open mapping hub régionaux qui soutiennent les communautés de cartographie locales, le CyberPeace Institut autour de la cybersécurité, Development Initiatives soutenant les écosystèmes locaux de la donnée comme par exemple au Népal, Tactical Tech pour soutenir des communautés dans l'appropriation du numérique, etc.
- De nombreuses entreprises proposent également du support, soit payant soit pro bono, aux OSC. Cela va de grandes entreprises internationales comme ESRI proposant une offre de service

aux OSC à la multitude de bureaux d'études spécialisés dans la collecte ou la gestion de données qui existent dans presque tous les pays, en passant par divers cabinets de consultance également spécialisés basés essentiellement au Nord.

- Enfin, beaucoup d'OSC internationales apportent un soutien (notamment via des formations) bien sûr à leur staff national, mais aussi à leurs partenaires OSC locales. Cet appui est par nature très adapté aux réalités des acteurs locaux et de leurs besoins, et touche une diversité importante d'aspects (cf. graphique issu de l'enquête de CartONG ci-dessous). S'inscrivant généralement dans le cadre d'un projet, il pose néanmoins question sur la capacité d'initiative et de définition des attentes des partenaires locaux.

Tableau 6 - Dans le cadre des projets que vous menez avec des partenaires, quels types d'appui principaux apportez-vous en termes de gestion des données programmes ?



Concernant les **ressources de type documentation**, l'étude réalisée par CartONG en 2020 avait montré que les OSC se partageaient entre 2 groupes de profils : celles ayant l'impression de se noyer dans une masse de ressources et ne sachant pas où démarrer, et celles – au profil plus avancé – exprimant à l'inverse manquer de ressources assez spécifiques³⁸. Les OSC locales se rattachant plutôt au premier groupe, on peut estimer que c'est plutôt la dispersion des ressources qui les bloque – les entretiens conduits par CartONG confirmant globalement cette hypothèse. Il existe bien des centres de ressources ou tutoriels simples sur des aspects spécifiques (*open data*³⁹, données santé, organisation interne autour de la donnée⁴⁰, etc.) ou destinées à d'autres publics (sociétés de la Croix Rouge⁴¹, gouvernements) mais pouvant bénéficier aux OSC. Mais elles sont souvent sur un volet uniquement de la gestion de données programmes, voire parfois ne sont pas dédiées au fonctionnement spécifique des OSC, et encore moins à celui des OSC locales des pays du Sud.

Une des rares ressources spécifiquement développées pour les OSC débutantes⁴² (mais sans angle géographique) a justement été développée par CartONG (dans le cadre du Learning Corner⁴³, le « coin d'apprentissage » de l'IM Resource Portal, son portail de ressources en gestion de données) pour

³⁸ « Les données programmes : le nouvel eldorado de la solidarité internationale ? », *op. cit.*

³⁹ « Guide Pratique des Données Ouvertes », World Bank

⁴⁰ « Data Governance Toolkit: A guide to implementing data governance in nonprofits », NetHope, avril 2022

⁴¹ « Data Playbook Toolkit », IFRC, novembre 2022

⁴² « Boîte à outils premiers pas en gestion des données programmes », CartONG, septembre 2022

⁴³ « Coin d'apprentissage du portail de ressources en gestion de données programmes », CartONG

répondre à ce constat. Un décalage demeure donc entre une offre de support et ressources en plein développement, et des organisations ne sachant pas forcément y accéder. On pourrait aussi citer les cours Data Fundamentals de la School of Data⁴⁴, même si ceux-ci sont orientés vers un public individuel voulant une formation théorique et généraliste, qui ne correspond pas directement aux attentes de beaucoup d'OSC nécessitant des ressources utiles pour améliorer leurs pratiques concrètes.

5. RECOMMANDATIONS

Ces recommandations sont un premier jet basé sur la revue des prescriptions de différents rapports et acteurs ayant travaillé eux-mêmes sur des angles différents, et sur nos observations au cours de l'enquête conduite par CartONG (notamment les demandes exprimées par les spécialistes locaux de la donnée au cours de notre atelier). Elles ont vocation à s'inscrire dans les approches plus globales de mise en œuvre de la localisation⁴⁵.

Dans le cadre de ce premier rapport sur le sujet, ces recommandations s'adressent prioritairement aux acteurs en position de faire évoluer le système, à savoir les acteurs internationaux :

- Les **OSC et organisations internationales** opérationnelles et leurs réseaux/têtes de réseaux
- Les **organisations support** sur la donnée, ce qui inclut les OSC expertes mais aussi les acteurs privés (il s'agit essentiellement d'acteurs du Nord mais pas uniquement – nous avons choisi de les mettre en valeur par une catégorie dédiée vu leur importance, cf. la partie sur les écosystèmes de la donnée)
- Les **gouvernements** et notamment les **baillleurs de fonds internationaux**

Il va de soi que les pistes de travail que nous proposons sont pour leur majorité valides pour les acteurs locaux du Sud et leurs réseaux, notamment pour leur plaidoyer. Le nombre et la diversité d'acteurs que nous avons pu contacter pour la préparation de ce rapport n'étaient cependant pas suffisants pour s'autoriser d'être prescripteurs par rapport à leur action.

5.1. PRIORISER LE SOUTIEN AUX ACTEURS DE TERRAIN ET LES LAISSER LE DEFINIR

Si le **facteur financier** est clé (cf. ci-dessus) dans la montée en capacité des acteurs, il n'est pas la seule façon d'agir. Soutenir la montée en capacité des acteurs de terrain est ainsi une constante de l'action en faveur de la localisation :

⁴⁴ "Online Courses - Data Fundamentals", School of Data

⁴⁵ L'approche sur les données travaillées ici nous semble ainsi cohérente avec les 7 dimensions du rapport du Disasters & Emergencies Preparedness programme incluant notamment le START Network et l'aide britannique ("[Localisation in practice: emerging indicators & practical recommendations](#)", K. Van Brabant & S. Patel, DEPP, juin 2018), de celle inter-clusters des Nations Unies ("[Inter-Agency Toolkit on Localisation in Humanitarian Coordination](#)", Global Child Protection Area of Responsibility, 2022) ou encore celle de l'Union Européenne ("[Promoting Equitable Partnerships with Local Responders in Humanitarian Settings](#)", DG ECHO, mars 2023)



Il est intéressant de noter que de nombreux informateurs clés se sont montrés plus intéressés par le rôle que les grands bailleurs internationaux pourraient jouer en dehors des changements apportés aux structures de financement direct des projets humanitaires. En particulier, ils se sont montrés très intéressés par les investissements des donateurs dans les processus, les structures et les services qui pourraient contribuer à créer un « environnement favorable » à la localisation. – Tufts University for USAID⁴⁶

Dans le secteur de la donnée comme pour les autres, il est ainsi essentiel de **laisser les acteurs locaux définir en priorité eux-mêmes quels sont leurs besoins** de montée en capacité. Et de ne pas tomber dans un paradoxe de localisation dictée par le haut, qui organiserait de façon « *top-down* » des approches de l'aide censées être « *bottom-up* »⁴⁷. Au risque de voir des acteurs locaux prétendre et recréer artificiellement de l'empuissantement local pour satisfaire les attentes de bailleurs commanditaires, plutôt que de se poser la question de leurs besoins réels. Cela nécessite cependant que les acteurs locaux analysent leurs besoins et soient proactifs pour solliciter des financements et du support et s'assurer que celui-ci réponde aux manques identifiés.

Quand il reste dirigé par des acteurs internationaux, l'investissement dans les données doit prioriser la montée en capacité des acteurs de terrain, en soutenant ainsi la structuration d'une infrastructure nationale de données depuis la base. En se basant sur les observations de leurs multiples missions d'expertise, Development Initiatives recommande ainsi de **concentrer les investissements sur les acteurs de terrain** que sont les administrations locales (Etat civil), les écoles primaires et les centres de santé, afin de construire une colonne vertébrale de la gestion de données et de pousser une acculturation globale par le bas⁴⁸. Par exemple le système de données de santé de DHIS2, déployé dans plus de 60 pays, qui peut être considéré comme un modèle, pourrait ainsi être complété par de l'investissement dans des équipements pour les acteurs médicaux de terrain pour rendre plus rapide la remontée de données et leur permettre aussi de consulter leurs propres données. Cela s'applique également aux contextes d'urgence : les professionnels interviewés par CartONG mettent également un point de vigilance sur le fait de concevoir dès le début des solutions permettant le transfert de compétences (et de gouvernance) aux acteurs locaux une fois la crise passée. Et de proposer des outils techniquement interopérables entre acteurs locaux et internationaux (sièges/bailleurs), y compris s'il le faut en priorisant les besoins des premiers.

Un constat parallèle peut être effectué par CartONG pour les différentes missions menées ces dernières années en accompagnement d'acteurs locaux et notamment nationaux. Les demandes initiales sont souvent formulées autour d'accompagnements avancés – p. ex. sur un outil technique précis – émanant souvent de propositions individuelles (dans une logique de progression de carrière et de formation professionnelle). Ou encore de propositions de bailleurs ou partenaires internationaux, calquant leur vision du métier et se projetant également sur des outils avancés, trop souvent sans réflexion sur leur pérennité au sein du partenaire local (y compris aussi basiquement que sur la compatibilité de

⁴⁶ "Localization: A "Landscape" Report", *op.cit.*

⁴⁷ "The paradox of externally driven localisation: a case study on how local actors manage the contradictory legitimacy requirements of top-down bottom-up aid", Femke Mulder, Journal of International Humanitarian Action, volume 8, 2023

⁴⁸ "The data side of leaving no one behind", Bernard Sabiti, Bill Anderson & Sam Wozniak, Development Initiatives, septembre 2021

l'équipement ou la capacité à payer des licences dans le temps). Alors que démarrer une vraie analyse organisationnelle des besoins, qui permet aussi une formation à la « culture des données » (*data literacy*), permet ensuite d'amorcer des discussions fructueuses avec les équipes des partenaires locaux pour définir l'accompagnement et les outils requis, qui sont souvent bien plus opérationnels que ces demandes initiales. De manière plus technique, l'enquête globale TechSoup montre que les usages majoritaires (y compris dans les OSC du Nord) restent sur des outils basiques : les tableurs restent majoritaires pour l'édition, le stockage et le partage de données⁴⁹. Et la barrière principale à l'usage des outils numériques est le problème du coût (68% des répondants) et de la formation des personnels (53%). Enfin, toute approche de localisation doit être... localisée ! En effet la diversité des situations ne permet une solution unique :

“ *Il n'existe pas d'approche unique de la localisation. [...] Toutefois, la nature complexe et contextuelle de la localisation ne doit pas servir d'excuse aux détenteurs du pouvoir pour dire "c'est trop compliqué" et maintenir le statu quo. Au contraire, ces complexités devraient être utilisées pour motiver un engagement plus profond auprès des pays touchés par les crises, un investissement plus important dans la compréhension spécifique du contexte, un engagement fondamental à écouter les acteurs humanitaires locaux et les communautés touchées par les crises, et une pratique de l'élaboration des politiques informée par ces données et ces voix. – Tufts University for USAID⁵⁰*

 Recommandation	 Type d'acteur concerné
Financer et soutenir (formations et ressources) la montée en capacité des acteurs locaux sur les enjeux et outils de la donnée, notamment en leur laissant définir leur propre stratégie et en reconnaissant la priorité de leurs besoins opérationnels sur les besoins de redevabilité de leurs partenaires internationaux.	<ul style="list-style-type: none"> • OSC internationales • Bailleurs & gouvernements
Accompagner les OSC locales dans leur prise en main de la gestion de données programmes, en proposant des discussions/ partages d'expériences et/ou des accompagnements sur le sujet.	<ul style="list-style-type: none"> • OSC internationales
Appuyer les réseaux d'acteurs locaux sur ces enjeux pour permettre une montée en capacité mutualisée.	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations support • Bailleurs & gouvernements

Rappel : ces recommandations sont à destination des acteurs internationaux mais peuvent nourrir les acteurs locaux dans leur réflexion et plaidoyer.

⁴⁹ "Data Handling and Digital Readiness in Civil Society - Global Study 2020", *op. cit.*

⁵⁰ "Localization: A "Landscape" Report", *op. cit.*

5.2. FAIRE EVOLUER LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DE PROJET AUTOUR DE LA DONNÉE

En complément de la priorisation des besoins des acteurs locaux et de terrain, Development Initiatives recommande un **investissement accru dans les acteurs institutionnels nationaux de la donnée** (Instituts Nationaux de Statistiques, INS) et une **reconnaissance par les acteurs internationaux de leur légitimité**. Notamment en cessant de contourner et dupliquer leurs systèmes.

D'un point de vue institutionnel, cela peut aussi prendre une **forme législative** comme l'ont fait de nombreux pays en obligeant les opérateurs à stocker les données sur leurs territoires ou par d'autres restrictions (comme le RGPD européen)⁵¹. Un des effets induits de cette localisation institutionnelle est de revaloriser l'expertise des acteurs locaux, qui connaissent et respectent leur cadre légal national.

Par exemple, le rapport du READY (Global Readiness for major disease outbreak response) cite parmi ses 4 « actions clefs » le fait de s'appuyer sur les compétences des acteurs locaux pour piloter les réponses aux crises sanitaires⁵². Il met en valeur le cas de la République Démocratique du Congo, où de nombreux partenaires internationaux ont soutenu différentes institutions publiques congolaises et notamment la Cellule d'analyses intégrées au sein du ministère de la Santé depuis l'épidémie Ebola de 2018-2020. La CAI joue différents rôles, d'analyse, de partage des résultats, et de pilotage des actions. Ceci tout en laissant la maîtrise des données aux acteurs locaux, qui peuvent utiliser leurs propres données pour comprendre les dynamiques sanitaires et identifier les causes des épidémies à des fins de prévention.

A noter que l'investissement et la reconnaissance des acteurs gouvernementaux nationaux n'est **pas une solution suffisante en soi**. Ainsi les organisations de la société civile locale attendent elles-mêmes à la fois un renforcement des compétences de leurs acteurs institutionnels nationaux, mais aussi un changement de gouvernance de ceux-ci (gouvernement, INS). En effet, le rééquilibrage de la relation de pouvoir de la donnée se joue aussi au sein de chaque pays entre les autorités et la société civile. Les autorités ont souvent une vision régaliennne qui limite (souvent pour des raisons de qualité supposée inférieure) la reconnaissance et donc l'usage des données produites par les communautés et les OSC, et a fortiori par les OSC locales. Ce sur quoi se rajouter la question – encore sous-jacente mais qui prendra forcément de l'importance – sur la valeur financière de ces données, qui nécessitera aussi un cadre légal. Par exemple, une activiste de l'open data en Afrique de l'Est témoigne de l'organisation d'une coalition d'acteurs de la société civile pour faire reconnaître par les acteurs publics la valeur des données produites par les communautés⁵³.

Les acteurs institutionnels et notamment les bailleurs et coopérations bilatérales ont donc une **responsabilité à accompagner leurs interlocuteurs publics locaux** à certes réguler le secteur des données, mais sans réduire la capacité d'initiative et de reconnaissance de la société civile. L'OSC The Engine Room, spécialisée dans l'usage citoyen et responsable des technologies, souligne d'ailleurs l'importance des initiatives menées par les communautés pour restaurer la confiance dans l'écosystème de l'information, au-delà donc des données stricto sensu⁵⁴. De même, des acteurs de l'écosystème

⁵¹ ["Data Localization Laws Around the World"](#), Bridgette Hernandez, Women in Localization, janvier 2020

⁵² ["Why the delay? Perspectives of national and local actors on progress toward locally led outbreak readiness and response"](#), READY Initiative/Anthrologica, octobre 2023

⁵³ Entretien.

⁵⁴ ["A slow-burning process: to improve the information ecosystem we need to rebuild trust and focus on local, community-driven initiatives"](#), The Engine Room, novembre 2023

OpenStreetMap interrogés demandent que les projets autour de la donnée soient conçus par et pour les communautés locales, en exigeant transparence et transfert du pouvoir aux acteurs locaux, y compris dans les projets humanitaires ou de la société civile (« *Si l'aide étrangère et le soutien de citoyens de pays puissants signifient que les communautés seront exploitées, il vaut mieux que les communautés s'en passent.* »)⁵⁵.

De manière plus globale, la **simplification et l'adaptation des processus de suivi & évaluation** permettrait de répondre aux attentes de ces différents acteurs locaux et éviterait de les opposer⁵⁶. L'utilisation de formats plus personnalisés de *reporting* (permettant d'absorber des formats d'information différents, incluant par exemple du qualitatif), la construction commune des critères de succès et des indicateurs (également avec les communautés locales), la mise en place de mécanismes de remontée directe (applications mobiles, par exemple de type « mécanisme de plainte » anonyme) sont autant d'outils pour aller en ce sens. La tendance actuelle est malheureusement plutôt inverse, à savoir l'imposition de formats de *reporting* et d'outils de suivi-évaluation uniformes sans considération pour ceux existants au sein des structures (ce qui revient souvent à mettre en place un double suivi ou dupliquer des outils). La transformation des rapports de pouvoir gouvernant la donnée est donc un prérequis nécessaire pour des transformations réelles des conditions de travail des organisations locales ; on retrouve ici une préconisation similaire aux recommandations globales sur la localisation demandant une transformation des modes de redevabilité comme prérequis à une vraie évolution des flux financiers.

Pour aller encore plus loin, et en dépassant le cadre de la gestion de données, **une transformation de la méthodologie de gestion de projet** à travers les méthodes agiles permettrait de limiter beaucoup des biais identifiés précédemment dans cette étude. Le fait de ne pas prédéfinir les activités/livrables (outputs) mais seulement se mettre d'accord ensemble sur les objectifs globaux (*outcomes*), et d'organiser les projets en conséquence (« *product owner* » issu de la communauté bénéficiaire, équipe projet mixte ONG/bailleur, etc.), serait cependant une véritable révolution pour beaucoup d'acteurs du secteur.

 Recommandation	 Type d'acteur concerné
Systématiquement coconstruire avec les acteurs locaux impliqués, notamment les OSC, les outils de gestion de données, et de suivi-évaluation/reporting liés, en les adaptant aux contextes et en les ajustant à la vie des projets.	<ul style="list-style-type: none"> • OSC internationales • Bailleurs & gouvernements

⁵⁵ "Colonialism in open data and mapping", *op. cit.*

⁵⁶ "Localisation in practice - Facilitating equitable partnership in humanitarian project management", Centre for Humanitarian Action, février 2023

Reconnaître l'expertise et la légitimité des acteurs publics nationaux de la donnée, et s'inscrire systématiquement dans leurs cadres et outils, ou collaborer avec eux pour les améliorer si cela est nécessaire et souhaité par eux, tout en les soutenant dans la collaboration avec leur société civile.	<ul style="list-style-type: none"> • OSC internationales • Bailleurs & gouvernements • Organisations support
Explorer quand cela est possible des méthodes alternatives de gestion de projet, notamment sur le volet gestion de données, permettant de redonner du leadership aux acteurs locaux.	<ul style="list-style-type: none"> • Bailleurs & gouvernements • OSC internationales

Rappel : ces recommandations sont à destination des acteurs internationaux mais peuvent nourrir les acteurs locaux dans leur réflexion et plaidoyer.

5.3. TRAVAILLER L'ÉQUITÉ DE LA CHAÎNE DE LA DONNÉE

La localisation et donc la reconnaissance des organisations locales ne peut se concevoir sans une **réflexion politique et globale sur l'équité de la chaîne de la donnée**. Différentes propositions ont été lancées en ce sens, incluant par exemple les Principes pour le développement numérique⁵⁷ (qui dépassent mais incluent le sujet de la donnée), la *Inclusive Data Charter*⁵⁸, ou le *Data Values project*.



Focus : le Data Values project

Le Data Values project, porté par une coalition d'acteurs, propose ainsi dans son manifeste⁵⁹ une vision globale pour repenser l'équité de la chaîne de la donnée, à travers cinq principes :

- Aider les personnes à façonner la façon dont ils sont représentés dans les données.
- Investir dans la participation du public pour assurer la redevabilité.
- Démocratiser les compétences en matière de données pour une plus grande égalité.
- Créer des cultures de la transparence, du partage et de l'utilisation des données
- Financer des systèmes de données ouverts et réactifs afin que tout le monde profite des avantages des données.

Faisant suite à une large consultation, le Data Values project a produit un livre blanc reprenant et opérationnalisant ces principes pour les différentes catégories d'acteurs⁶⁰.

On retrouve des principes similaires dans la méthodologie d'usage de la donnée basée sur les droits humains du Bureau du Haut-Commissaire aux Droits Humains des Nations Unies : avec notamment les principes de désagrégation, de participation des populations, d'auto-identification des enquêtés (sur

⁵⁷ [Principles for Digital Development](#)

⁵⁸ [Inclusive Data Charter](#), Global Partnership for Sustainable Development Data, 2018

⁵⁹ ["The #DataValues Manifesto: Demanding a fair data future"](#), Data Values project, 2021

⁶⁰ ["Reimagining Data and Power: A roadmap for putting values at the heart of data"](#), Data Values project / Global Partnership for Sustainable Development Data

leurs caractéristiques), de respect de la vie privée, de transparence, et de redevabilité sur l'usage des données⁶¹.

Ce type d'approche permet aussi de **travailler les questions d'inclusivité des données**. Par exemple par une meilleure prise en compte des inégalités de genre dans les données : en les décomposant (pour identifier les inégalités), en reflétant les problématiques spécifiques liées au genre (p. ex. besoins de santé, violence basée sur le genre, etc.), et par des méthodes de collecte appropriées, localisées et évitant les biais⁶².

On peut en revanche **regretter la multiplication et la complexité de ces chartes et méthodologies** sur l'équité de la chaîne de la donnée : seuls les acteurs locaux les plus structurés et puissants – qui se positionnent déjà sur un plaidoyer sur la localisation en général – semblent s'en être emparés. Ces outils sont en tout cas assez loin des préoccupations des acteurs de terrain interrogés par l'enquête de CartONG. Nous sommes cependant conscients de l'ironie de regretter une multiplication des documents émettant des recommandations tout en en émettant un nous-mêmes.

 Recommandation	 Type d'acteur concerné
Simplifier et diffuser auprès des acteurs locaux des outils de compréhension et de plaidoyer accessibles sur les enjeux de la donnée, en particulier dans les langues locales.	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations support • OSC internationales
Rapprocher les initiatives internationales en faveur de l'équité de la donnée des acteurs locaux.	<ul style="list-style-type: none"> • OSC internationales • Bailleurs & gouvernements
Améliorer la compréhension par les gouvernements des enjeux de données et du rôle de la société civile.	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations support • Bailleurs & gouvernements
Faire évoluer le rôle des OSC experte sur les enjeux de données comme animateurs de réseaux et support des OSC expertes locales.	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations support

Rappel : ces recommandations sont à destination des acteurs internationaux mais peuvent nourrir les acteurs locaux dans leur réflexion et plaidoyer.

5.4. SOUTENIR LES ECOSYSTEMES DE LA DONNEE A TRAVERS UN LEADERSHIP DISTRIBUE

Nous avons vu que les acteurs locaux manquaient la plupart du temps de soutien spécialisé sur les enjeux numériques, et de la donnée en particulier. Il y a pourtant des exemples de champs dans lesquels la création d'un écosystème d'acteurs locaux spécialisés, en lien étroit avec leur société civile mais aussi leur gouvernement local, a permis de faire progresser bien plus rapidement la localisation. On peut ainsi

⁶¹ "A human rights-based approach to data", United Nations Human Rights Office of the High Commissioner, 2018

⁶² "Improving gender data to leave no one behind", Deborah Hardoon, Development Initiatives, mai 2023

citer comme modèles de leadership distribué (« *dispersed leadership* ») les Open Mapping Hubs de l'Humanitarian OpenStreetMap Team, les Hubs du Start Network, la transformation de l'OSC Ipas en un réseau décentralisé. Mais aussi des organisations qui réinventent leur identité, changent de storytelling, des OSC internationales se retirant de certains pays pour laisser la place aux acteurs locaux, etc.⁶³

La réflexion questionne de fait la finalité et le modèle de développement des OSC internationales, qui passent alors d'un rôle de mise en œuvre / leadership des projets à celui de facilitateur de réseaux soutenant des acteurs locaux. C'est ce qu'a fait WeRobotics⁶⁴ (cf. exemple détaillé ci-dessous) qui en questionnant son « *endgame* » (finalité de l'organisation) estime avoir un impact plus fort en adoptant un modèle de réplification / open sourcing de ses processus plus que par une croissance propre de ses actions.

Ces différents modèles montrent donc que le **travail en écosystème**, avec un leadership distribué (entre pays et organisations) est favorable à la répartition du pouvoir de décision et la prise en compte des communautés locales. Ils sont cependant encore peu connectés, et surtout peu visibles à l'international. Ainsi, si les connaisseurs de l'écosystème de la donnée peuvent citer une multitude d'exemples, et si certains acteurs locaux commencent à gagner une visibilité appréciable au niveau national, très peu de ces exemples apparaissent dans la littérature, même la plus récente, étudiant les progrès de la localisation au niveau mondial. Ce qui est dommage car certaines des initiatives les plus prometteuses et ambitieuses en termes de localisation se situent justement dans le champ de la donnée et du numérique. Il y a donc un enjeu à rapprocher les OSC engagées pour la localisation à ces initiatives (et à leurs méthodes, souvent liées aux licences libres, au partage et aux communs).



Une « success story » revendiquée : le Flying Labs Network

Le réseau Flying Labs, impulsé par l'OSC américano-suisse WeRobotics, se revendique comme un « rare succès » et a surtout documenté⁶⁵ – et développé une forte réflexivité⁶⁶ – sur ses propres pratiques de localisation. Ce réseau est aujourd'hui présent dans plus de 30 pays sur tous les continents. Le réseau s'est construit sur une approche basée sur la demande, et avec l'ambition d'étendre la capacité d'initiative des acteurs locaux (et pas seulement donc d'améliorer l'impact des projets) et notamment des leaders locaux.

Le Flying Lab Network a poussé l'exercice jusqu'à conceptualiser l'idée d'une « empreinte pouvoir » (power footprint) pouvant être mesurée. La réduction de cette empreinte pouvoir des organisations internationales devient alors logiquement la meilleure façon de faire progresser la localisation. L'application à WeRobotics⁶⁷ montre l'approche et les axes d'amélioration que pourraient envisager tous les acteurs :

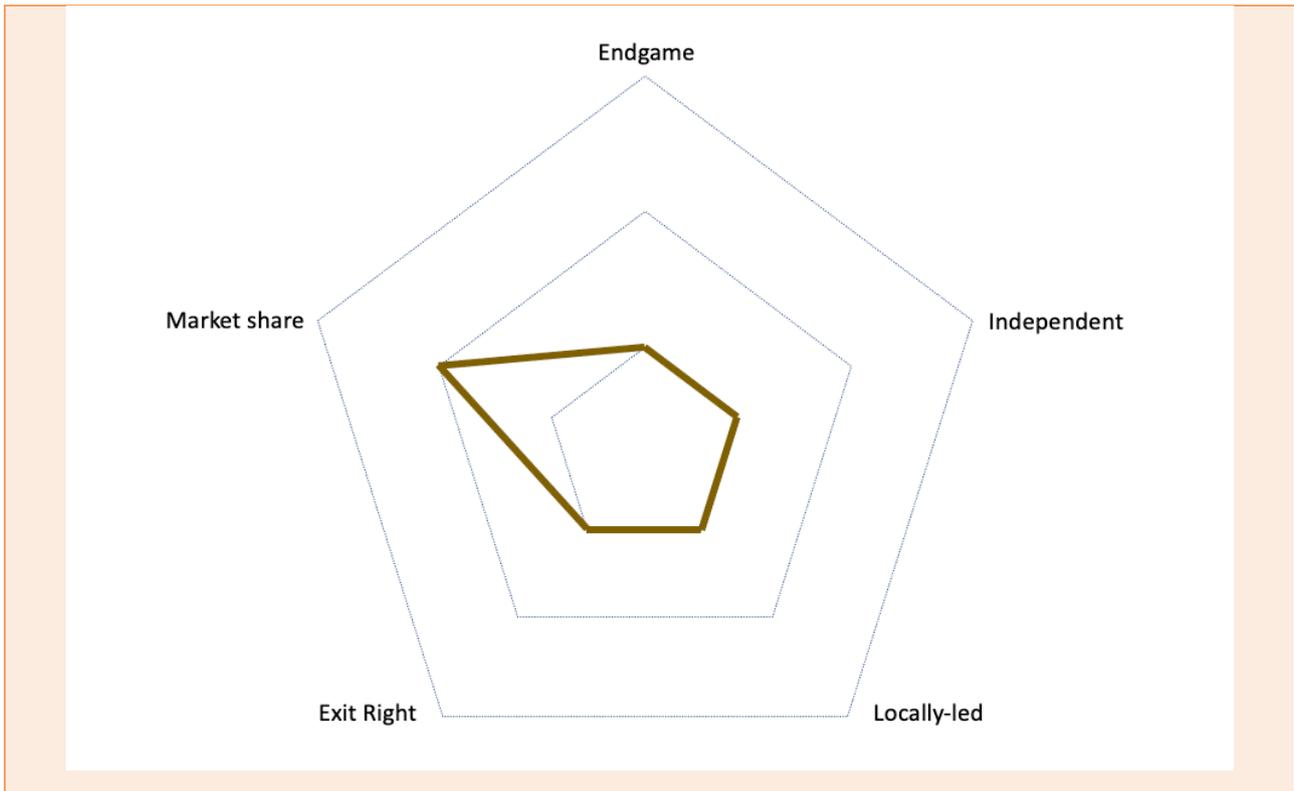
⁶³ Exemples tirés de « Ten efforts to decolonise aid », The New Humanitarian, août 2022

⁶⁴ « Do Social Good Organizations Have an Endgame? », WeRobotics, juin 2021

⁶⁵ « Here's How We Expanded Locally-Led Action to Shift the Power » WeRobotics, mars 2022

⁶⁶ En s'appuyant notamment sur le cadre d'amélioration de la localisation développé par le Overseas Development Institute : « Are we there yet? Localisation as the journey towards locally led practice », ODI, octobre 2021

⁶⁷ « What is the Power Footprint of International Organizations? », WeRobotics, octobre 2021



On notera cependant que ces réussites sont très variables selon les thématiques au sein de l'espace du numérique et de la donnée, mais aussi selon les régions du monde. **Une vigilance particulière est à apporter sur la sphère francophone** : de la même façon que les OSC internationales francophones accusent un certain retard sur leurs homologues anglophones sur l'appropriation des enjeux de la donnée⁶⁸, nous avons malheureusement recensé peu d'initiatives pionnières issues de pays francophones dans la sphère locale. La forte prise en compte de l'enjeu numérique par les grands bailleurs de fonds francophones (AFD avec son fonds d'amorçage by Digital Africa ou Enabel avec les fonds et projets WeHubit) devrait aider à pallier ce retard, même si assez peu d'initiatives soutenues ciblent spécifiquement la donnée.

 Recommandation	 Type d'acteur concerné
Soutenir la création ou le développement de réseaux d'acteurs sur la donnée : soit nationaux avec différents types d'acteurs (OSC, privé, Etat, etc.) ; soit des réseaux internationaux décentralisés où le pouvoir est distribué (autour d'une thématique, d'un outil, d'un commun numérique, etc.).	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations support • OSC internationales • Bailleurs & gouvernements

⁶⁸ « Les données programmes : le nouvel eldorado de la solidarité internationale ? », *op. cit.*

<p>Au Sud, soutenir et financer l'émergence d'acteurs spécialisés de la donnée locaux – notamment s'ils sont dans une culture de l'ESS et/ou de l'open source.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • OSC internationales • Bailleurs & gouvernements • Organisations support
<p>Promouvoir des approches durables en termes de technologies, en favorisant les outils <i>low-tech</i>, collaboratifs et largement utilisés/utilisables, ainsi que la production et le partage de données ouvertes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Bailleurs & gouvernements • OSC internationales
<p>Au Nord, soutenir et financer les acteurs (notamment les plus petits) voulant transformer leur modèle par une réduction de leur empreinte pouvoir.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Bailleurs & gouvernements

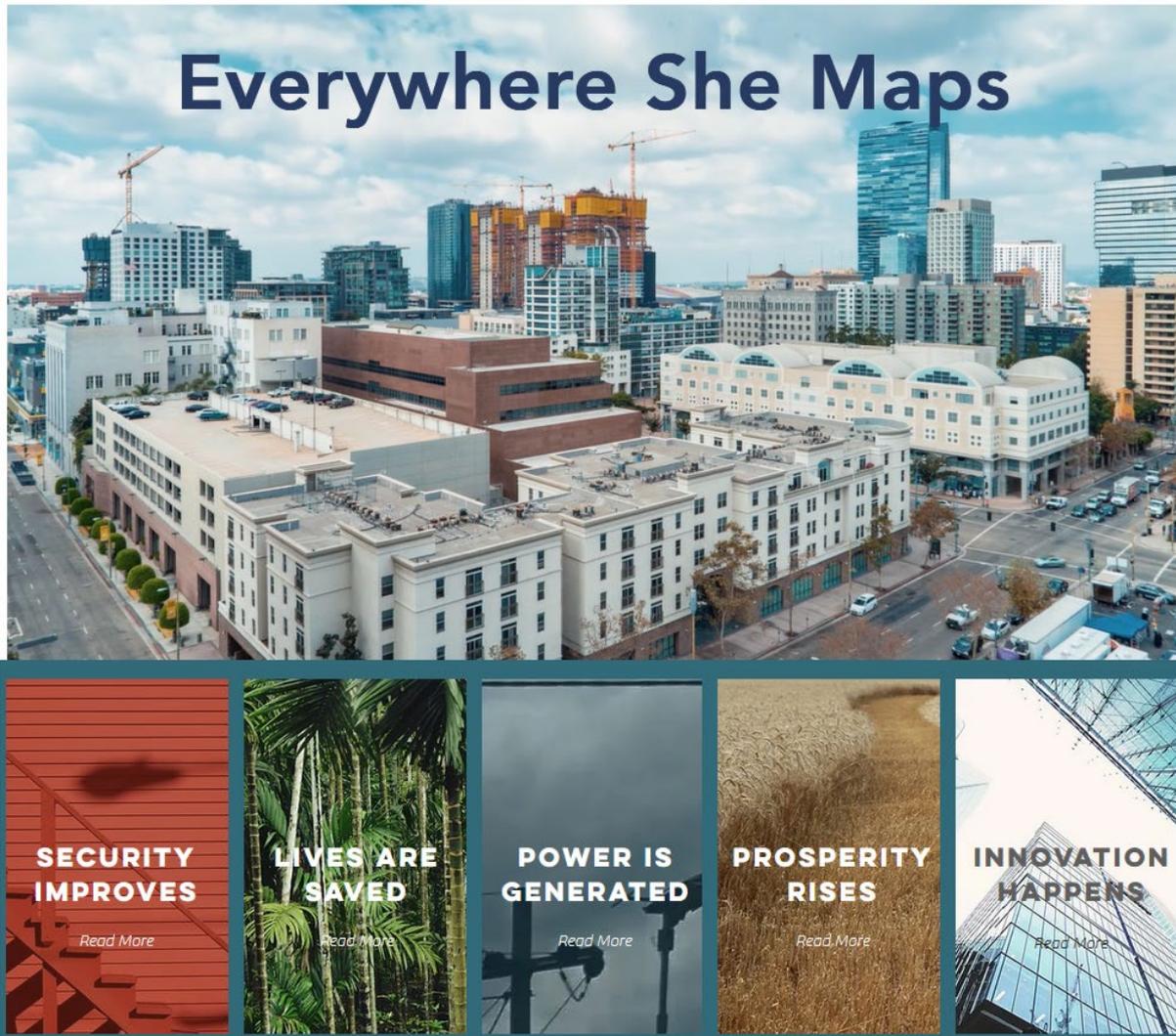
Rappel : ces recommandations sont à destination des acteurs internationaux mais peuvent nourrir les acteurs locaux dans leur réflexion et plaidoyer.

5.5. INVESTIR DANS LES LEADERS ET EXPERTS HUMANITAIRES DE DEMAIN

Beaucoup d'exemples de réussites cités jusqu'à présent dans ce rapport ont reposé pour tout ou partie sur le leadership d'individus passionnés, promouvant des nouveaux outils et initiatives utilisant les données dans des contextes pourtant souvent défavorables. **Créer les conditions pour que ces leaders puissent exprimer plus simplement leur potentiel est un moyen assuré de multiplier les initiatives locales d'utilisation de la donnée.**

Un bon modèle est le réseau YouthMappers sur le thème de la cartographie participative sur OpenStreetMap. Impulsé en 2016 par les équipes de 3 universités étatsuniennes avec le soutien de l'aide bilatérale des Etats-Unis, le réseau rassemble aujourd'hui plus de 400 chapitres sur tous les continents. Son slogan, « We don't just build maps, We build mappers », résume sa vision : accompagner des étudiants pour développer leurs compétences à travers une multitude de groupes locaux, et utiliser les outils de cartographie participative au service de projets d'intérêt général. Concrètement, le réseau propose un accompagnement des nouveaux chapitres, des ressources librement accessibles en ligne, des bourses pour participer à des formations/séminaires collectifs, et enfin un travail de capitalisation / communication collective. Le réseau a également un programme spécialisé « Everywhere she maps » pour construire des collectifs de cartographie inclusifs pour les femmes et travaillant à résoudre des problématiques liées aux inégalités de genre.

Image 2 - Visuel du programme Everywhere She Maps de YouthMappers avec des exemples de thématiques sur lesquels des projets ont été permis.



 Recommandation	 Type d'acteur concerné
<p>Soutenir et financer les initiatives et réseaux qui contribuent à diffuser les compétences autour de la donnée au sein des universités du Sud.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • OSC internationales • Bailleurs & gouvernements
<p>Soutenir et financer les initiatives de leaders locaux utilisant la donnée pour des projets d'intérêt général.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • OSC internationales • Bailleurs & gouvernements
<p>Recruter et faciliter le recrutement de jeunes experts en données dans les OSC nationales et internationales en accompagnant leur montée en leadership.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations support • OSC internationales

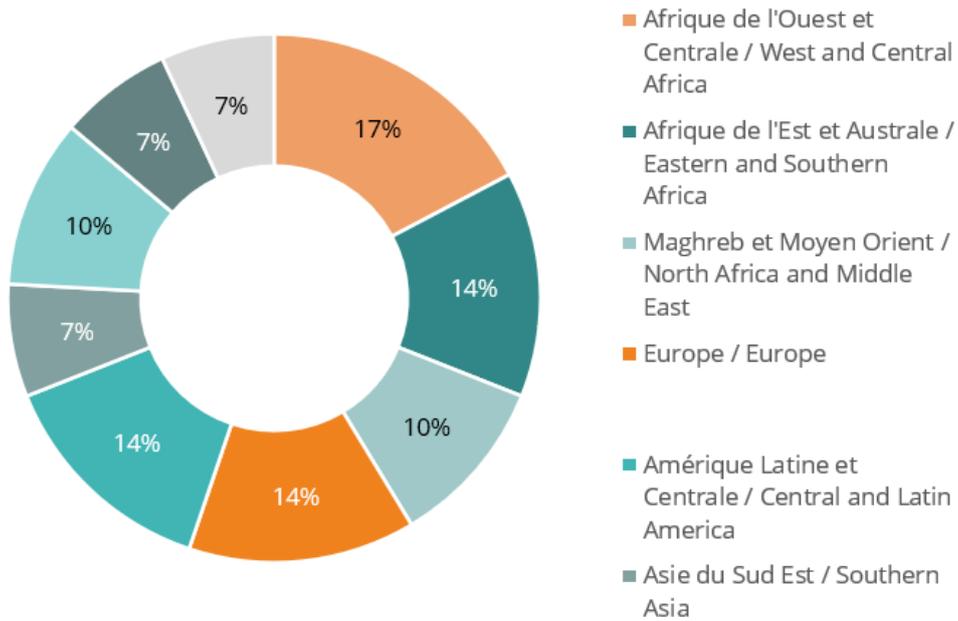
Rappel : ces recommandations sont à destination des acteurs internationaux mais peuvent nourrir les acteurs locaux dans leur réflexion et plaidoyer.

ANNEXES

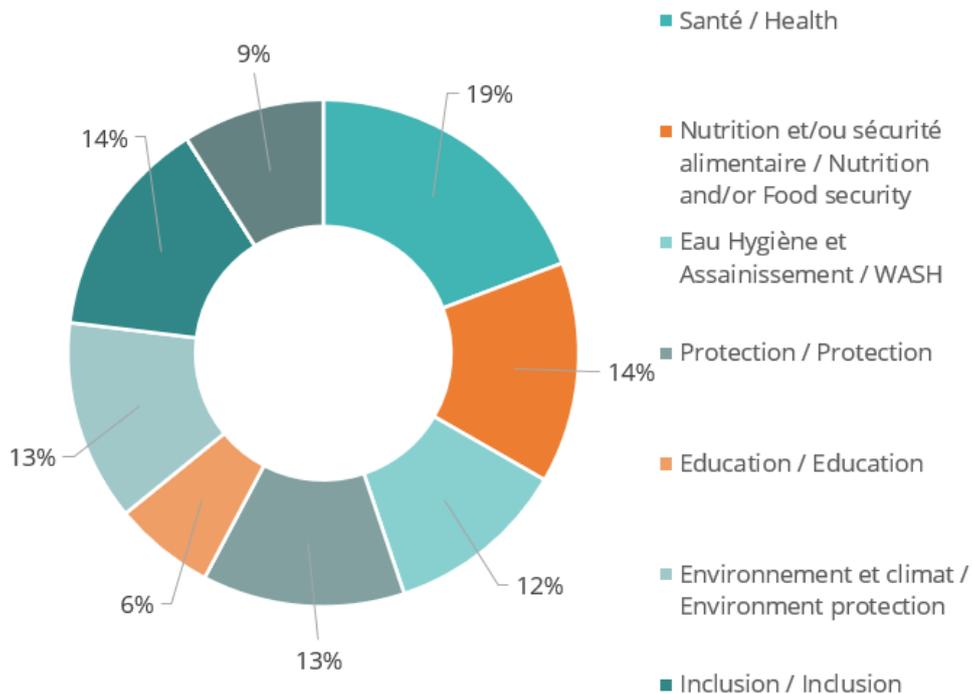
1. RESULTATS DE L'ENQUETE

1.1. OSC INTERNATIONALES

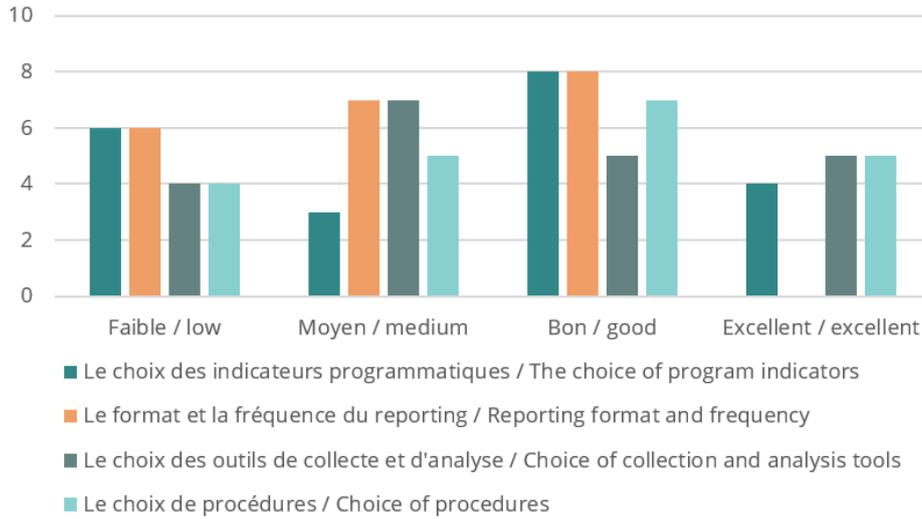
Zones géographiques d'intervention des OSC Internationales



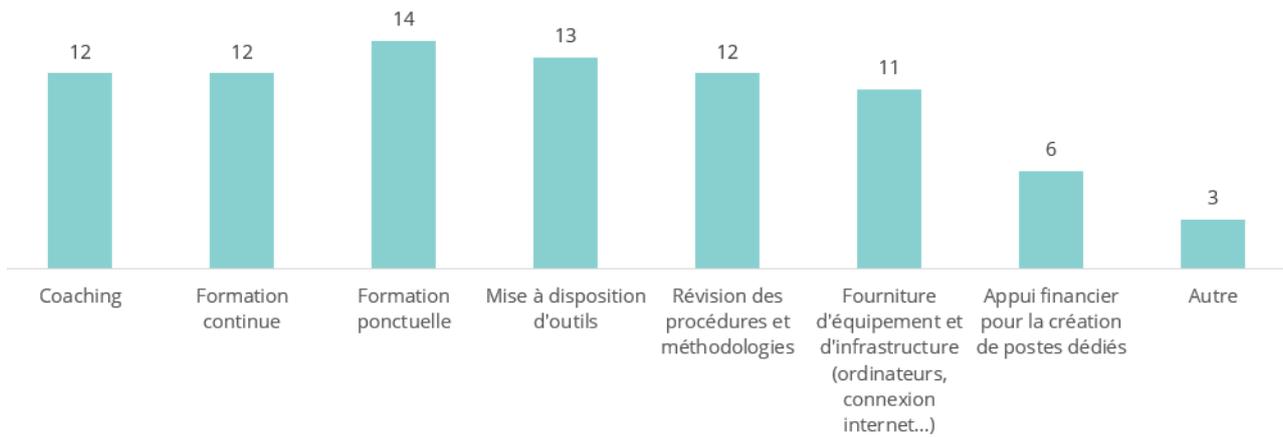
Secteurs des OSC Internationales



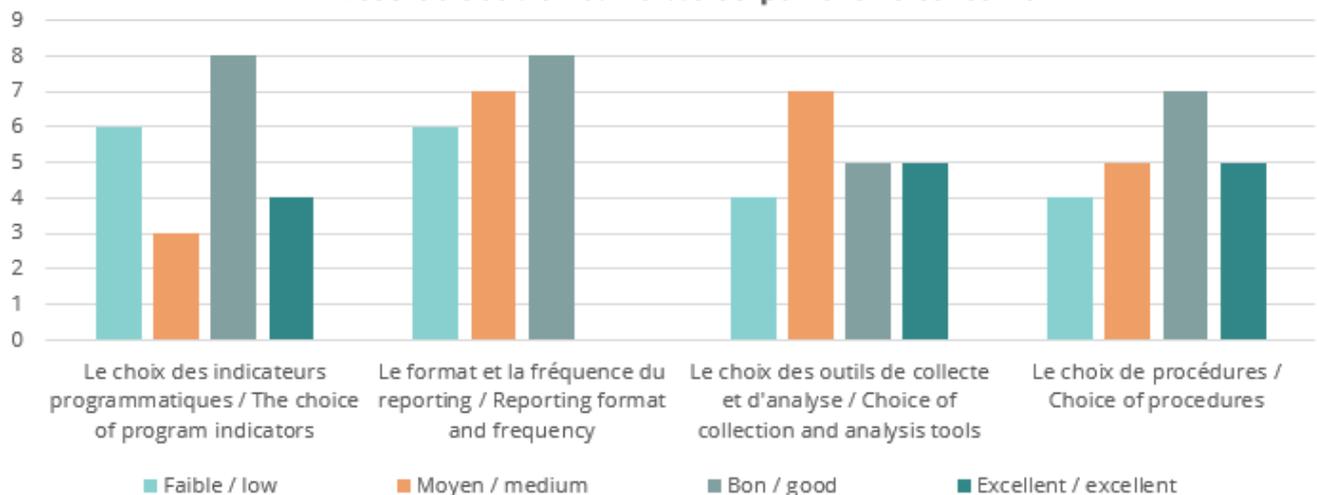
Dans le cadre de vos partenariats avec des OSC nationales ou locales, quel niveau de décision est laissé au partenaire concernant



Dans le cadre des projets que vous menez avec des partenaires, quels types d'appui principaux apportez vous en termes de gestion des données programmes?

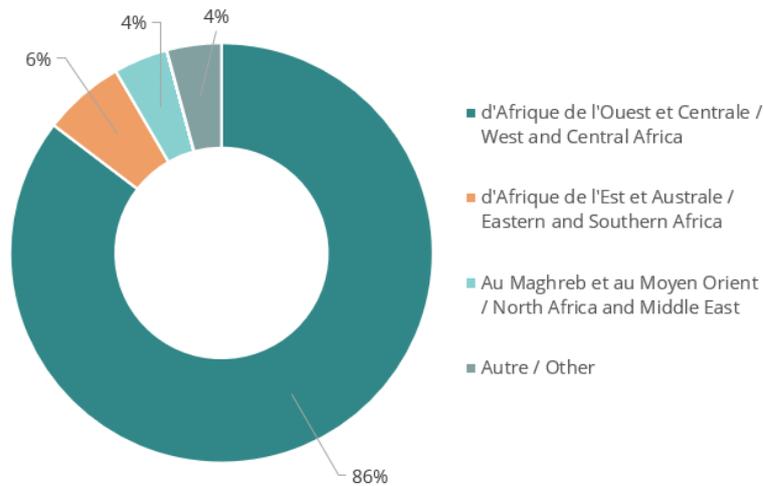


Dans le cadre de vos partenariats avec des OSC nationales ou locales, quel niveau de décision est laissé au partenaire concernant

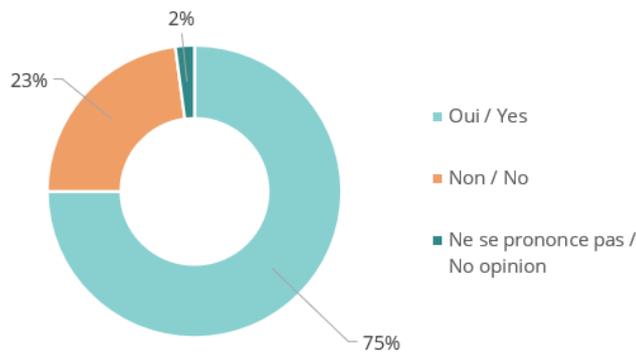


1.2. OSC LOCALES/NATIONALES

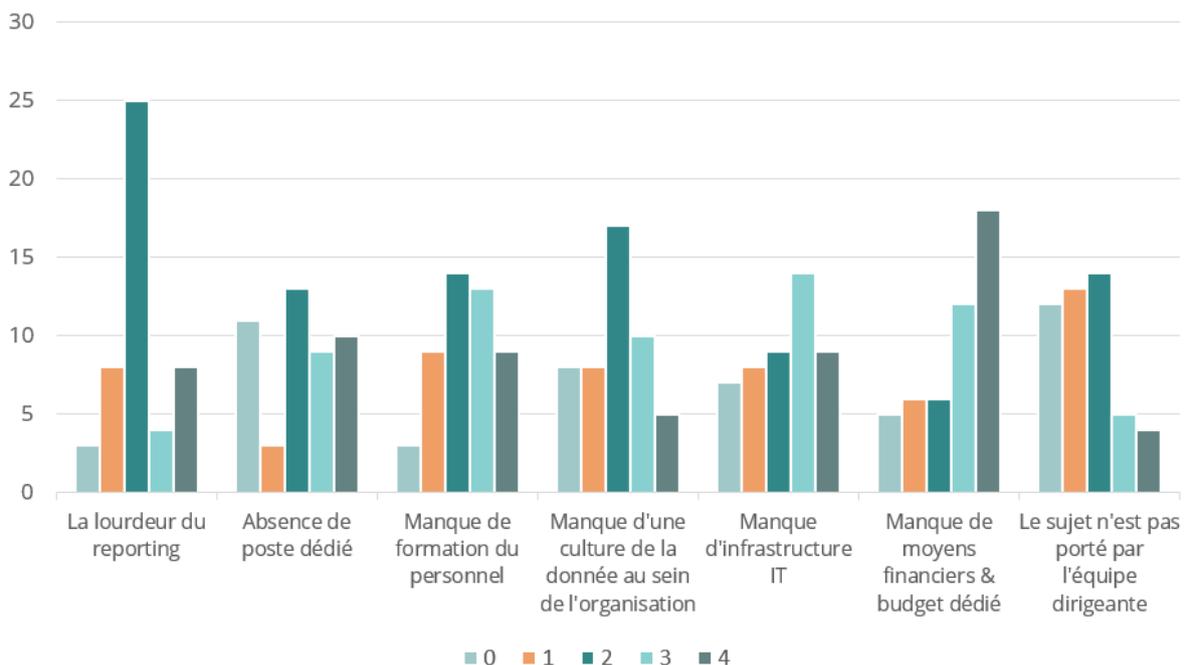
Zones géographiques des OSC Locales/Nationales



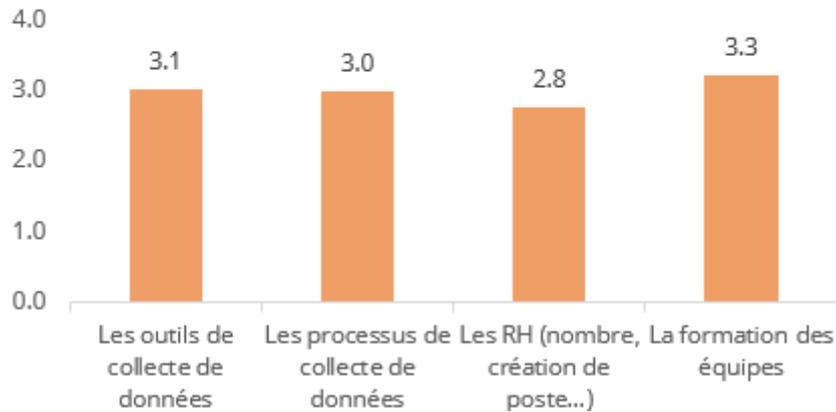
Dans votre quotidien, rencontrez vous des difficultés liées à la gestion de l'information ?



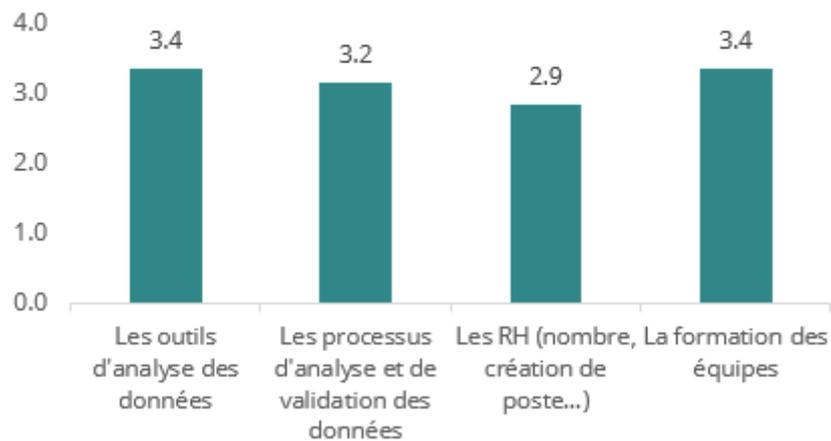
Contraintes rencontrées par les OSC nationales ou locales pour la gestion des données programmes



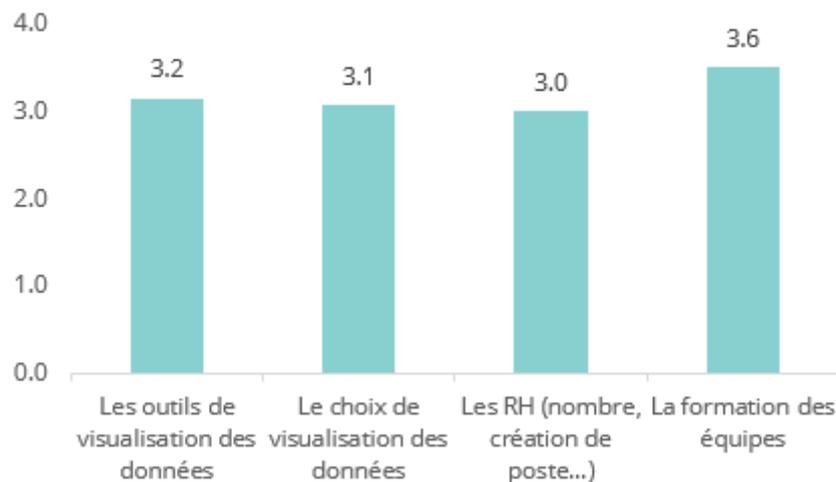
Concernant la collecte des données, comment évaluez vous le besoin en appui sur les aspects suivants ?



Comment évaluez vous le besoin en appui sur les aspects concernant l'analyse des données?



Comment évaluez vous le besoin en appui sur les aspects concernant la visualisation des données?



2. SYNTHÈSE DES RESULTATS DES ENTRETIENS

Liste des organisations locales/nationales interviewées	Liste des organisations internationales interviewées
<ul style="list-style-type: none"> • Association des Femmes Appliquées pour le Développement Durable - Burundi • Fondation Agir Contre l'Exclusion - Tunisie • Collectif des Femmes du Mali - Mali • SOS Médecins secours - Côte d'Ivoire 	<ul style="list-style-type: none"> • Inter Aide - France • Groupe URD - France • Terre des Hommes - Suisse

Messages clés ressortant des interviews :

- Un des principaux blocage est l'accès aux données, l'analyse et la visualisation.
- Le renforcement des capacités des autorités locales est clé, ne pas seulement penser aux ONG/OSC.
- Il existe souvent un « besoin » de collecter sans comprendre pourquoi et ce qui arrivera ensuite
- La culture de la données ne fait pas (encore) partie de la culture au niveau local.
- Besoin de s'interroger sur la perception de la donnée au niveau local et d'être prêt à entendre ce que les acteurs locaux ont à dire.
- Très fort déséquilibre sur le biais « donnée = quantitatif ». Les données qualitatives manque à la palette.
- Le quantitatif est perçu comme une demande des bailleurs. Sont-ils ouverts à d'autres choses, à un changement de modèle ?
- Si les acteurs internationaux accompagnent sur le renforcement de capacité, compréhension du sens, méthodologie, les acteurs locaux se sentiront plus légitimes pour questionner les acteurs internationaux et les bailleurs. Accent à mettre sur une meilleure compréhension du système autour de la gestion des données programmes dans sa globalité.
- Il existe des spécificités régionales très fortes en terme de compétences autour de la gestion des données programmes (ex : bon niveau de maîtrise pour la mise en œuvre mais il manque la partie gestion globale/stratégie sur le pourquoi on collecte des données).
- La question du partage des données est essentiel dans la localisation (ONGs, bailleurs, autorités locales, gouvernements).
- Difficultés de garder les staff compétents sur ces sujets.
- Énormes demandes pour de la formation.
- Difficile d'avoir des personnes dédiées au niveau locale sur le sujet gestion des données programmes.
- Besoin d'amélioration de la méthodologie au niveau local pour être plus efficace
- Il existe parfois (ex : Tunisie) un écosystème local d'organisations supports sur ces sujets mais elles travaillent surtout pour les ONGs ou les agences internationales type Union Européenne. Ces organisations ne forment pas.
- Souvent pas de ligne budgétaire liée au suivi et évaluation ou à la gestion de données sur les projets avec des financements bailleurs donc impossible de recruter ou de payer des consultants externes.

- Problème de recrutement de profils locaux avec les bonnes compétences. Comme il n'y en a pas beaucoup, ces profils coûtent très cher.
- Il y a une préférence pour internaliser ces fonctions si possible mais cela est difficile d'un point de vue budgétaire et nécessite beaucoup de formation.
- Le manque de moyens matériel est régulièrement un obstacle fort.
- Attention à ne pas avoir des exigences trop fortes envers les organisations locales sans fournir un accompagnement approprié.
- Important d'avoir des responsables de programme locaux (le recrutement de ces profils peut être difficile).
- Les recommandations du terrain doivent être prises en compte. Aller-retours, échanges et réunions d'équipe permettent d'améliorer les outils et protocoles.
- Penser suffisamment tôt aux solutions pour transférer les connaissances et compétences au niveau local lorsqu'elles sont présentes avec des profils expats.
- Pour former et coordonner : avoir des représentants régionaux, basés dans la région, avec liens présents et soutenu avec le siège.
- Est-ce que les organisations locales seront en possibilité de financer et soutenir des postes à temps plein sur ces sujets (aux sièges ces staffs sont sollicités sur des projets multiples) ? Est-ce que les équipes terrain peuvent atteindre la taille critique pour avoir ces profils spécialisés ?
- Avoir au siège des équipes projets de gestion du changement, décentralisation ou de localisation. Mettre les ressources en commun.
- Aller chercher des dons localement, trouver des donateurs inconditionnels locaux n'est pas facile. Les défis opérationnels ne sont peut-être pas si grands mais le financement est compliqué
- Quel sera le rôle des ONGs internationales qui fournissent les garanties en matière de 'compliance' (Seulement fournisseurs d'outils ou de data, "super experts" académiques, « *super advisor* », etc. ?).
- Il y a de grosses interrogations au sujet de l'interopérabilité entre les systèmes locaux et ceux des sièges/bailleur.
- Comment est-ce que les organisations locales vont gérer la charge de travail supplémentaire (particulièrement administrativement) pour rester à flots ?
- Est-ce que la localisation va exclure les nouvelles ONGs locales dû aux demandes et exigences (ex. admin) trop importantes qui seront de potentielles barrières d'entrées ?
- Trouver des synergies et collaborer sur les mêmes outils et processus dans des consortiums (pour faciliter le déploiement d'un outil, regroupement des SOPs, fixer les règles et interopérabilité des outils). Difficile car les ONGs sont aussi souvent en concurrence sur les financements.

3. SYNTHÈSE DE L'ATELIER « EXPERTS LOCAUX DE LA DONNÉE »

L'atelier a été organisé avec la participation de 5 experts locaux issus de différents pays (Ghana, Tanzanie, Kenya, Bangladesh, Indonésie). Ces professionnels sont issus de l'activisme open data (communautés OpenStreetMap) et sont ainsi de bons connaisseurs à la fois de l'écosystème des données de leurs pays, des relations entre parties prenantes (notamment avec les gouvernements), mais ont aussi une vision internationale intéressante du fait des réseaux auxquels ils et elles participent.

Le petit nombre de participants ne permet pas de tirer des conclusions définitives mais donne néanmoins des tendances, notamment pour des pays dont on pourrait considérer l'écosystème des données comme « mature ».

Les points clefs relevés par les participants sont les suivants :

- Le niveau de maturité de la société civile de leur pays sur la gestion de données est jugé relativement faible, plus que celui des gouvernements, universités et du secteur privé. Ceux-ci sont eux-mêmes jugés en décalage assez important avec les acteurs internationaux.
- L'enjeu de localisation est logiquement vu comme une priorité très forte de ces organisations (plutôt militantes), ainsi que de leurs gouvernements et de la société civile de leurs pays, mais moins de leurs partenaires internationaux, même si on note aussi certaines réponses élevées (peut-être liées à l'écosystème de partenaires directs de ces activités qui collaborent avec des organisations internationales mobilisées sur le sujet comme Humanitarian OSM Team, CartONG ou le START Network, mais aussi à des règles internationales sur l'ouverture des données). Le lien entre localisation sur les données et localisation des réponses / de l'adaptation est évident pour eux. La demande forte en données par les acteurs internationaux sans retour aux acteurs de terrain / visibilité sur l'analyse est également mentionnée. Les barrières à une meilleure appropriation des données tournent principalement autour d'une part des compétences (des acteurs, des communautés elles-mêmes) et d'autre part de la gouvernance, avec un axe fort autour du lien à leur gouvernement national (confiance, intérêt pour le sujet...). Un participant identifie ainsi le décalage entre le haut niveau de régulation posé par le gouvernement et son manque de capacités d'accompagner les acteurs locaux et même d'utiliser les données régulées comme un obstacle majeur. L'organisation d'une participante avait également impulsé un atelier avec des OSC locales sur le sujet afin de faire un plaidoyer auprès de son gouvernement, notamment sur la reconnaissance des données produites par les communautés et acteurs locaux.
- A l'inverse, les solutions citées tournent logiquement autour de la formation, notamment au niveau communautaire, et du plaidoyer, notamment autour des gouvernements (avec des exemples cités de réalisations déjà faites).
- Enfin, concernant les approches plus thématiques, on note un angle fort sur les 4 axes de poursuite de réflexion cités, et en particulier sur la gestion responsable des données et la réduction des inégalités d'accès aux outils liées aux données – et donc une attente d'espaces pour réfléchir ces aspects.

The level of maturity on data management is high enough in



This topic (localization & data) is important for



What are the main blockers to local ownership of data management in your country?

5 responses

Government policies

One of them is data privacy, as some actors eg. The government do not trust especially open data. They feel some information do not have to be known there they question the data.

Lack of skillsLack of awereness of the ownership

1. Luck of .data awareness from the community level 2. Political Interest of some leaders 3. Skills base barrier no enough investment in students who want to study In data science and management

Limited technical Infrastructure, especially in rural areas where Internet connections are limited

What would be useful to reinforce local skills on data management in your country?

5 responses

training program for the communities	More advocacy at a national level	Education/advocacy
Advocacy to the Government & all other stakeholder is the key. At the same time skill development programs can be of real game changer.	community and youth involvement in the data collection process and share the output for them to discuss possible solution with the community that way they can start believing in data to make decisions	

These angles are important to have proper ownership of data management in your country

